



**RAPPORT ANNUEL**  
SUR LA SITUATION  
DE L'INVESTISSEMENT  
ET DE L'EXPORTATION  
2022



الوكالة المغربية لتنمية الاستثمارات و الصادرات  
AGENCE MAROCAINE DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS





الوكالة المغربية لتنمية الاستثمارات و الصادرات  
AGENCE MAROCAINE DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS



# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b> .....	P9
<b>I. INVESTISSEMENTS</b> .....	P10
<b>I.1. L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER DANS LE MONDE</b> .....	P12
a. Tendances des IDE dans le monde.....	P12
b. Tendances des IDE par région et pays de destination.....	P13
c. Tendances des IDE par secteur.....	P16
<b>I.2. CONTEXTE DE L'INVESTISSEMENT AU MAROC</b> .....	P17
a. Climat des affaires.....	P17
b. Accords et coopération internationale.....	P20
<b>I.3. L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER AU MAROC</b> .....	P21
a. Evolution des IDE au Maroc.....	P21
b. Structure et évolution des IDE par pays.....	P22
c. Structure et évolution des IDE par secteur.....	P23

<b>I.4. L'INVESTISSEMENT DIRECT MAROCAIN A L'ETRANGER</b>	P24
a. Evolution des IDME	P24
b. Structure des IDME par pays	P24
c. Structure des IDME par secteur	P26
<b>II. EXPORTATIONS</b>	P28
<b>II.1. LE COMMERCE DANS LE MONDE</b>	P30
a. Evolution du commerce mondial	P30
b. Structure du commerce mondial	P30
<b>II.2. LE CONTEXTE COMMERCIAL MAROCAIN</b>	P31
a. Ratification de l'Accord portant création de la ZLECAf	P31
b. Bilan des échanges commerciaux	P32
<b>II.3. LES EXPORTATIONS DU MAROC</b>	P33
a. Evolution des exportations par secteur	P33
b. Structure des exportations par zone géographique	P35
<b>III. CLASSEMENTS INTERNATIONAUX DU MAROC</b>	P40
a. Foreign Direct Investment Confidence Index	P42
b. Anholt-Ipsos Nation Brands Index	P42
c. Global Services Location Index	P43
d. Global Financial Centres Index	P43
<b>ANNEXES</b>	P44
Glossaire / Concepts et Définitions	P44
Abréviations	P44
Sources	P45
Liste des figures	P46
Liste des tableaux	P47





**Extrait du discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI,  
Que Dieu L' Assiste, à l'occasion de l'ouverture  
de la 1ère session de la 2ème année législative de la 11ème législature  
Octobre 2022**

« [ ... ]

L'investissement étant l'affaire de toutes les institutions et de tous les acteurs du secteur privé, Nous soulignons que chacun doit rester mobilisé et afficher une attitude responsable à l'effet de promouvoir ce secteur vital pour l'essor de notre pays.

L'objectif stratégique recherché est que le secteur privé occupe la place qui lui échoit dans le domaine de l'investissement, celle d'une force motrice effective de l'économie nationale.

Par ailleurs, il convient que les entreprises marocaines et leurs organisations nationales, régionales et sectorielles assument leur fonction de catalyseurs de l'investissement et de l'entrepreneuriat.

De son côté, le secteur bancaire et financier national se doit de soutenir et financer la nouvelle génération d'entrepreneurs et d'investisseurs, notamment les jeunes ainsi que les petites et moyennes entreprises.

Dans ce cadre, Nous préconisons, à nouveau, qu'une attention particulière soit portée aux investissements et aux initiatives des membres de la communauté marocaine résidant à l'étranger.

Pour atteindre les objectifs souhaités, Nous avons exhorté le gouvernement, en partenariat avec les secteurs privé et bancaire, à traduire leurs engagements respectifs dans un « Pacte National pour l'Investissement ».

Ce dispositif vise à mobiliser 550 milliards de dirhams d'investissements et à créer 500 mille emplois, au cours de la période 2022-2026.

[...] »



**Extrait du discours de Sa Majesté le Roi Mohammed VI,  
Que Dieu L' Assiste, à l'occasion du 23ème anniversaire  
de l'accession du Souverain au Trône de Ses glorieux ancêtres  
30 juillet 2022**

« [ ... ]

En dépit d'une conjoncture internationale fluctuante, nous devons néanmoins rester optimistes et nous focaliser sur nos atouts.

Nous devons aussi tirer le meilleur parti des opportunités et des perspectives ouvertes par ces mutations pour drainer plus d'investissements, stimuler les exportations, promouvoir le produit national.

A cet égard, Nous engageons le gouvernement ainsi que les sphères politique et économique à offrir plus de facilités aux investissements étrangers qui, en cette conjoncture internationale, choisissent notre pays, en éliminant tout obstacle qu'ils peuvent rencontrer.

De fait, le plus grand péril pour le développement du pays et pour la promotion des investissements réside dans les entraves dressées à dessein par certains pour préserver leurs propres intérêts et réaliser des profits personnels. Ces agissements doivent être combattus.

[...] »



Le présent rapport expose la situation et les statistiques des investissements et des exportations au titre de l'année 2022.

Il s'inscrit dans le cadre des prérogatives qui sont attribuées à l'AMDIE en vertu de l'article 3 de la loi n°60-16 portant sa création.

## **LE RAPPORT EST DÉCLINÉ EN DEUX PARTIES :**

### **01**

La première partie retrace l'évolution des investissements dans le monde et au Maroc

### **02**

La deuxième partie porte sur les exportations au niveau mondial et national

# INTRODUCTION

## **La dynamique de croissance post-Covid-19 rompue par le conflit en Ukraine**

En 2022, l'économie mondiale a été frappée par une nouvelle série de chocs cumulatifs. Alors que les conséquences de la pandémie (COVID-19) se faisaient encore sentir, la guerre en Ukraine a déclenché une nouvelle crise, perturbant les marchés de l'alimentation et de l'énergie, créant de l'inflation et de l'incertitude.

Dans ce contexte, la croissance économique mondiale a ralenti passant à 3,4% en 2022 après une reprise qui avait vu son taux atteindre 6,3% en 2021 (Source IMF).

## **Un impact direct sur les flux des IDE qui reculent de 12% mais des tendances très positives sur les projets Greenfield**

D'après les données de la CNUCED, les investissements directs étrangers (IDE) mondiaux ont connu une baisse de 12% en 2022, atteignant près de 1 300 MM USD contre 1 480 MM USD en 2021.

Les opérations de fusion-acquisition transfrontalières et les financements de projets internationaux (FPI de type partenariats public-privé ou délégation de services publics) ont été particulièrement touchés par les conditions de financement plus strictes, la hausse des taux d'intérêt et l'incertitude sur les marchés financiers. A l'inverse les projets d'investissement privé dans des actifs productifs (Greenfield : nouveaux projets d'investissements) ont été très dynamiques compte tenu des besoins générés par la restructuration des chaînes de valeur et la transition énergétique.

## **Un ralentissement de la croissance du commerce mondial**

Dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques croissantes, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, une augmentation des prix des matières premières et une forte inflation, le volume du commerce mondial de marchandises a connu une croissance de 2,7% en 2022. Cette progression a été moins rapide qu'en 2021, qui avait enregistré une hausse de 9,4%.

## **La résilience de l'économie marocaine confirmée**

Dans ce contexte, l'économie marocaine a une nouvelle fois démontré sa capacité de résistance aux chocs, avec une inflation restée sous contrôle à 6,6% et une croissance du PIB de 1,3% en 2022. Le flux net des Investissements Directs Étrangers (IDE) a augmenté de 6,8% par rapport à 2021 pour s'établir à 21,8 MM MAD. Les exportations poursuivent leur progression, puisqu'elles augmentent de 30% en 2022 après une hausse de 25% en 2021 et atteignent un niveau record de 428,6 MM MAD par rapport aux cinq dernières années.





01

INVESTISSEMENTS



43

RB2410

RB2414

# I. INVESTISSEMENTS

## I.1. L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER DANS LE MONDE

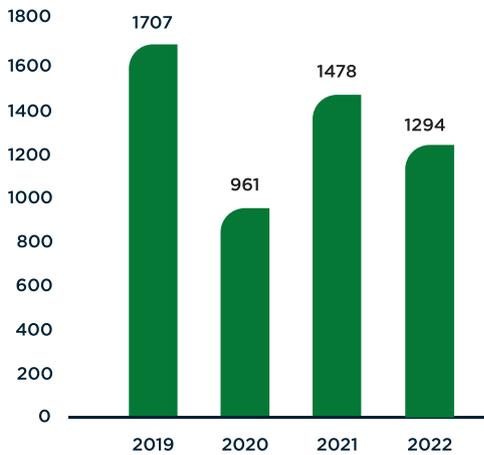
**a. Tendances des IDE dans le monde :**  
**Un recul au global mais une dynamique très positive des investissements en actifs productifs entraînée par les besoins de transition de l'économie**

Dans un contexte bouleversé par la guerre en Ukraine, l'investissement direct étranger mondial a diminué de 12 % en 2022, pour atteindre 1 300 MM USD selon la CNUCED.

Après un premier trimestre 2022 en ligne avec les niveaux élevés post COVID, un retournement de tendance a été observé à partir du deuxième trimestre.

Ce recul des IDE au niveau mondial a résulté du renchérissement des conditions de financement qui a impacté directement les opérations de fusion-acquisition transfrontalières, particulièrement dans les économies en développement, et les financements de projets internationaux.

Figure 1 : Evolution des IDE dans le monde entre 2019 et 2022 (MM USD)



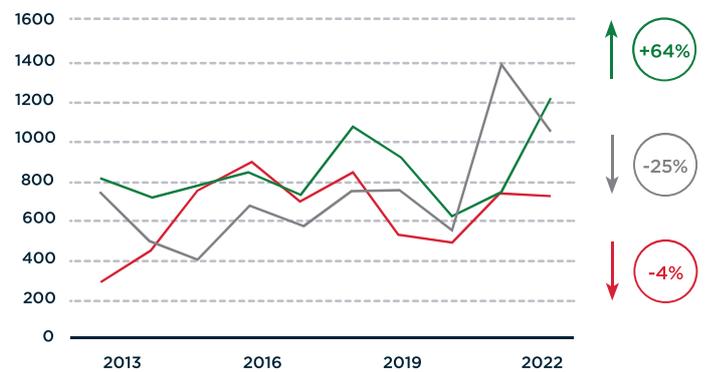
Source : CNUCED

Les opérations de fusion-acquisition ont reculé de 4% au niveau mondial et de plus de 50% aux Etats- Unis tandis que la valeur des financements de projets internationaux a baissé de 25% par rapport à 2021.

A l'inverse, les projets d'investissement privé dans des actifs productifs (Greenfield) sont très dynamiques, reflétant la multiplication des méga-projets rendus nécessaires par les transformations de l'économie réelle : le nombre de ces projets d'investissement privé dans des actifs productifs a progressé de 15% en 2022 pour une valeur en hausse de 64%.

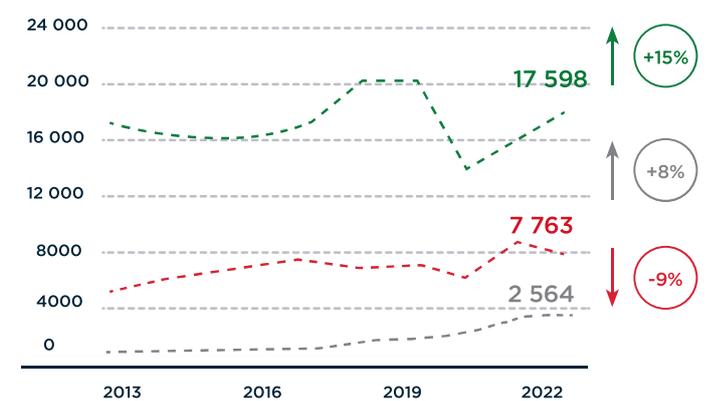
Figure 2 : Nombre et valeur des différents types de projets de 2013 à 2022 (MM USD)

### a. Valeur



Projets Greenfield      Fusions et acquisitions transfrontalières      Financements des projets internationaux

### b. Nombre



Projets Greenfield      Fusions et acquisitions transfrontalières      Financements des projets internationaux

Source : CNUCED

## b. Tendances des IDE par région et par pays de destination :

### Une forte attractivité de l'Afrique en particulier l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Maroc pour les investissements Greenfield, notamment dans les énergies renouvelables

La baisse des IDE mondiaux résulte principalement de la baisse des transactions financières des entreprises multinationales (ENM) dans les Economies Développées dont les IDE reculent de 37% et s'établissent à 378 MM USD en 2022.

- En Amérique du Nord (338 MM USD / -25%) le recul est lié à celui des fusions-acquisitions, qui comptent pour une part importante des IDE au Canada comme aux États-Unis.

- En Europe, la performance négative (-107 MM USD) reflète la volatilité de certaines opérations, notamment des opérations exceptionnelles de fusion-acquisition. Hors Luxembourg, le flux pour les pays de l'Union Européenne aurait en réalité augmenté de 55% pour s'établir à 197 MM USD. La Suède et la France ont été particulièrement dynamiques.

De leur côté, les Economies en Développement voient leur flux d'investissement progresser de 4%. Elles ont attiré 916 MM USD soit 71% des IDE mondiaux. Le nombre de nouveaux projets d'investissement annoncés dans ces pays a augmenté de 37% et les opérations de financement internationaux de 5%.

Toutefois les situations sont contrastées au sein des Economies en Développement.

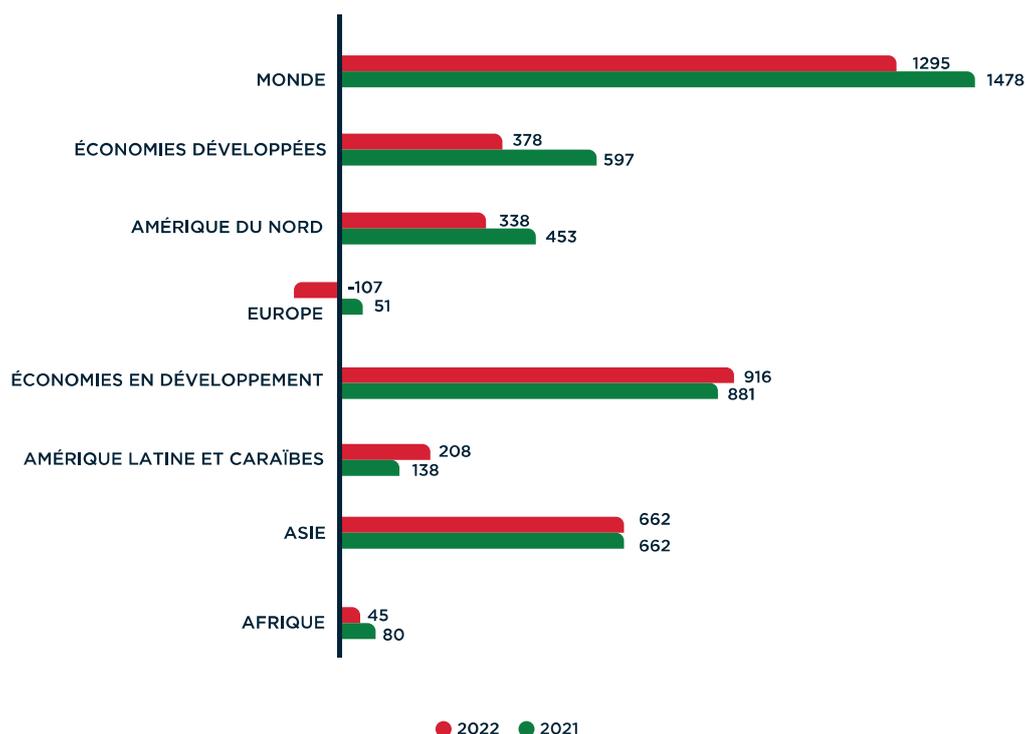
- La dynamique est très positive pour l'Amérique Latine et les Caraïbes qui ont reçu 208 MM USD en 2022, soit une croissance de 51% portée par les réinvestissements de bénéficiaires dans les mines et les hydrocarbures.

- L'Asie En Développement a reçu 662 MM USD d'investissement soit 50% des IDE mondiaux, ce montant est stable par rapport à 2021.

- L'Afrique en revanche n'a reçu que 45 MM USD, soit 3,5% des IDE mondiaux, en recul de 44%. L'année 2021 avait été exceptionnelle, boostée par une opération financière majeure intra-groupe en Afrique du Sud. La croissance des IDE en 2022 aurait été de 7% sans cette opération. Par ailleurs, les financements internationaux de projets ont reculé de 47% pour atterrir à 74 MM USD. La valeur des projets Greenfield a quant à elle quadruplé atteignant le niveau record de 195 MM USD. En effet, sur les 15 annonces de méga-projets mondiaux, 6 concernent l'Afrique dont 5 dans les énergies renouvelables (4 en Égypte et 1 au Maroc) et 1 méga-projet d'aménagement urbain en Afrique du Sud.

- Les flux d'investissement vers les économies les plus vulnérables sont en baisse : dans les 46 pays les moins avancés (PMA), les IDE ont chuté de 16% pour atteindre 22 MM USD (soit moins de 2% de l'IDE mondial). Ces investissements sont souvent orientés vers les industries extractives.

Figure 3 : Evolution des flux des IDE dans le monde par région en 2021 et 2022 (MM USD)



Source : CNUCED

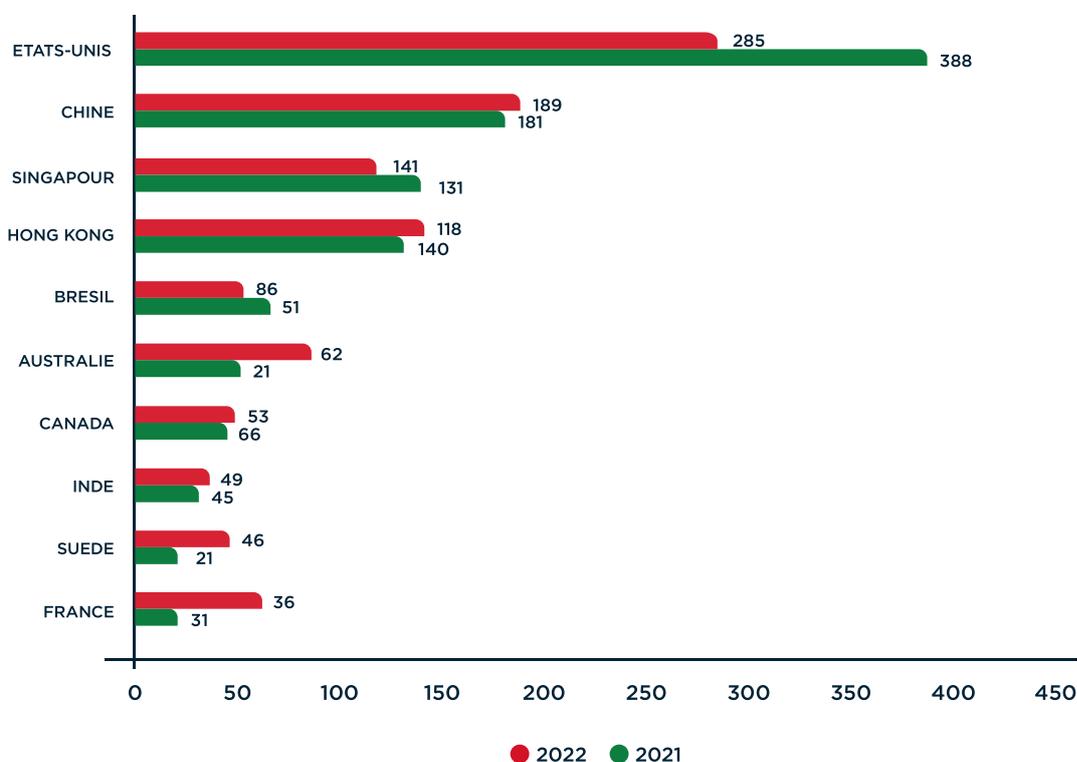
La ventilation des pays destinataires fait apparaître une grande concentration : le Top 5 mobilise 63% des IDE et le Top 10 atteint 82%.

- Malgré une baisse de 26%, les Etats-Unis restent le premier pays destinataire en 2022, avec 285 MM USD soit 22% des IDE mondiaux. Les Etats-Unis sont aussi le pays qui attire le plus grand nombre de projets Greenfield, avec une progression des CAPEX annoncés de plus de 59%.

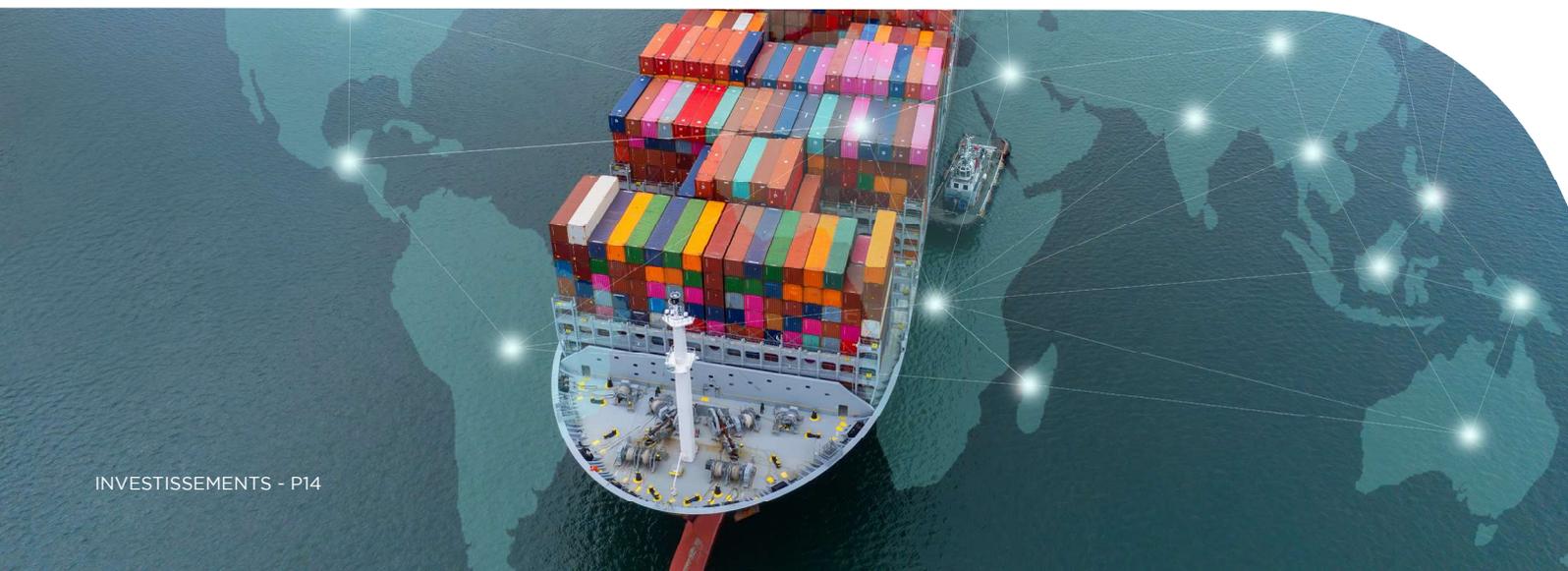
- La Chine arrive en 2<sup>ème</sup> position derrière les Etats-Unis et reçoit 189 MM USD en 2022, en progression de 5%. Les opérations de fusion-acquisition ont été multipliées par trois, avec un intérêt toujours présent des multinationales principalement européennes, dans les secteurs manufacturier et high tech.

- Le Brésil a vu ses IDE progresser de 70%, à 86 MM USD, ce qui le place en 5<sup>ème</sup> position. Les profits réinvestis ont doublé (hausse des profits suite à la hausse des prix des matières premières) tandis que les projets Greenfield et les financements de projets internationaux (FPI) ont progressé de 30%.

Figure 4 : Top 10 des destinations des IDE en 2021 et 2022 (MM USD)



Source : CNUCED



## Focus sur l'Afrique

**La répartition des IDE par pays au sein de l'Afrique fait apparaître des déséquilibres similaires à ceux observés au niveau global : 2 pays concentrent près de 50% des IDE du continent et le Top 5 atteint 64%**

- L'Egypte a attiré 2 fois plus d'IDE qu'en 2021, soit un flux de 11 MM USD, avec une dynamique positive des 3 types d'IDE :

- Les fusions et acquisitions transfrontalières ont progressé,
- Les annonces de projets Greenfield ont plus que doublé,
- Les financements des projets internationaux ont crû de 2/3 en valeur.

- En Afrique du Sud, les IDE avaient atteint un montant exceptionnel en 2021 en raison d'une opération financière majeure intragroupe. Ils reviennent à un niveau plus normal en 2022 - 9 MM USD - mais en forte progression (x2) par rapport à la moyenne des dix dernières années.

- Les fusions-acquisitions transfrontalières ont été multipliées par près de 20 par rapport à 2021 et représentent un peu plus de la moitié des IDE en 2022.

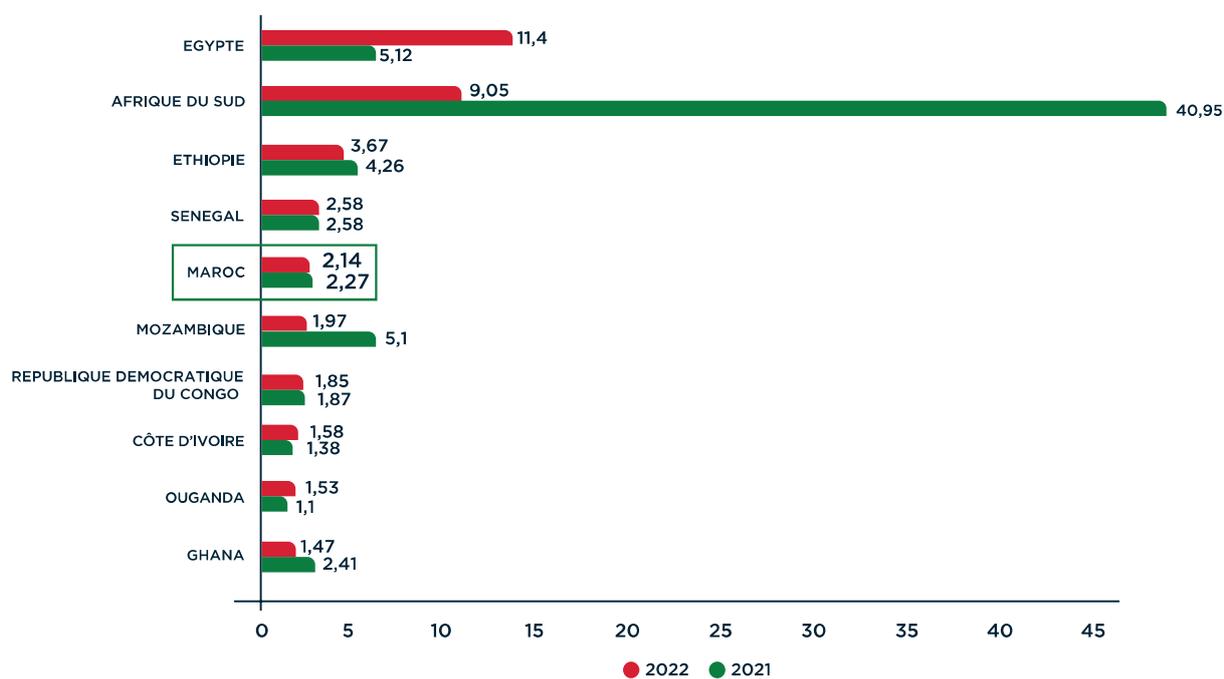
• La valeur des annonces de projets Greenfield a été multipliée par cinq par rapport à 2021, atteignant 27 MM USD, avec notamment un projet de 20 MM USD annoncé par un investisseur basé aux Emirats arabes unis pour construire la plus grande ville durable en Afrique. Ce projet constitue le 3<sup>ème</sup> plus grand projet annoncé en 2022 au niveau mondial.

- Le Maroc est la 5<sup>ème</sup> destination des IDE en Afrique derrière le Sénégal avec un montant de 2,1 MM USD en 2022, en recul de 6 % lié aux effets de change MAD - USD (d'après l'Office des Changes, les IDE au Maroc ont progressé de 7% passant de 20,4 MM MAD en 2021 à 21,8 MM MAD en 2022).

• Les annonces d'investissement Greenfield ont quadruplé en 2022, atteignant 15 MM USD avec notamment le 9<sup>ème</sup> projet le plus important en CAPEX annoncé en 2022 au niveau mondial à savoir le projet d'usine de production d'hydrogène et d'ammoniac verts de Total Eren (Luxembourg) pour un montant annoncé de 10 MM USD.

- Les IDE en Ouganda (qui fait partie du groupe des Pays Les Moins Avancés) progressent de 39% en 2022, atteignant 1,5 MM USD et faisant du pays la 9<sup>ème</sup> destination des IDE au sein du continent africain. Cette croissance vient principalement de l'annonce par Total Energies (France) de deux projets majeurs liés aux énergies fossiles.

Figure 5 : Top 10 des destinations des flux des IDE en Afrique en 2021 et 2022 (MM USD)



Source : CNUCED

### c. Tendances des IDE par secteur : Des investissements majoritairement tournés vers la transition énergétique

La liste des 10 plus grands projets mondiaux annoncés en 2022 illustre les grandes tendances sectorielles :

- 5 projets portent sur les énergies renouvelables;
- 3 projets concernent les semi-conducteurs.

**Tableau 1 : Les dix plus importants projets Greenfield annoncés en 2022**

Pays destinataire	Secteur	Investisseur	Pays d'origine	Estimation (M USD)
Etats-Unis	Semi-conducteurs	Taiwan Semiconductor Manufacturing (TMSC)	Taiwan	28 000
Afrique du Sud	Immobilier	URB	Emirats arabes unis	20 000
Inde	Semi-conducteurs	Vedanta Resources	Royaume-Uni	19 500
Irlande	Semi-conducteurs	Intel	Etats-Unis	13 366
Egypte	Energies renouvelables	ACME Group (ACME Cleantech Solutions)	Inde	13 000
Royaume-Uni	Energies renouvelables (Éolien)	Marubeni	Japon	12 240
Egypte	Energies renouvelables	Globeleq Generation	Royaume-Uni	11 000
Egypte	Energies renouvelables (Éolien)	Mubadala Investment Company	Emirats arabes unis	10 815
Maroc	Energies renouvelables	Eren Groupe	Luxembourg	10 280
Egypte	Energies renouvelables	Fortescue Metals Group	Australie	10 000

Source : CNUCED

D'une manière générale, les secteurs les plus dynamiques en 2022 sont ceux confrontés à des tensions sur les chaînes d'approvisionnement ou des évolutions majeures, notamment les secteurs de l'électronique, de l'automobile, des énergies renouvelables ainsi que les infrastructures.

- En 2022 les énergies renouvelables continuent d'attirer la majeure partie des capitaux destinés aux nouveaux projets dans le monde et atteignent un montant record de 721 MM USD combinant Projets Greenfield et Projets de Financement Internationaux soit une progression de 11%.

- Le dynamisme est issu du secteur privé avec une croissance de 160% du CAPEX des projets Greenfield et de nombreux méga-projets au-delà de 1 MM USD.

- A l'opposé, la valeur des Projets de Financement Internationaux recule de 29% compte tenu du contexte macro-économique et financier. Ce secteur des énergies renouvelables inclut les projets annoncés dans la fabrication de batteries qui ont triplé pour atteindre plus de 100 MM USD en 2022.

- Dans le domaine de l'électronique et des équipements électriques, l'ensemble des nouveaux projets Greenfield a atteint un montant record de 181 MM USD, en progression de 31%.

- Dans l'industrie automobile, les projets ont atteint une valeur de 59 MM USD, en hausse de 53%.

- La crise énergétique a eu pour effet de multiplier par huit la valeur des projets entièrement nouveaux dans les industries extractives (95 MM USD). Le nombre de projets (89) a augmenté de 51 % sur un an.

- Enfin les IDE dans le digital ont progressé de 3% avec un nombre de projets en recul de 10%, sous le double effet de l'augmentation du coût de financement des acquisitions et d'un ralentissement des investissements d'Amazon qui a annoncé 2 fois moins de projets en 2022.

## I.2. CONTEXTE DE L'INVESTISSEMENT AU MAROC

### a. Climat des affaires : Un cadre qui évolue pour accélérer l'investissement privé

#### 1. L'investissement un levier prioritaire de développement

L'investissement est au cœur du modèle de développement durable et inclusif adopté par le Maroc sous l'impulsion de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Que Dieu L' Assiste.

Au cours des deux dernières décennies, des investissements massifs à forte dominante de capitaux publics ont permis de créer les infrastructures et de former les compétences indispensables à l'émergence d'une économie compétitive et attractive.



Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi Mohamed VI,  
Que Dieu L' Assiste, le 29 juillet 2018

« [ ... ]

*Je souligne avoir toujours été persuadé que la forme suprême de protection sociale est celle qui passe par la création d'emplois productifs et garants de dignité.*

*En fait, on ne peut espérer des créations d'emplois ni l'instauration d'un système de protection sociale moderne et décent, sans un bond qualitatif dans les domaines de l'investissement et de l'appui au secteur productif national. »*

*« Notre souhait est que ces mesures décisives agissent comme un vigoureux catalyseur pour stimuler l'investissement, comme jamais auparavant, pour aider à la création d'emplois, améliorer la qualité des prestations offertes aux citoyens.*

*[...] »* >>

## 2. Un nouveau Ministère dédié à l'investissement

Le Ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Evaluation des Politiques Publiques (MICEPP) est un département nouvellement institué et délégué auprès du Chef du Gouvernement. Le décret fixant ses attributions et son organisation a été adopté le 9 février 2022.

En réponse aux Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu L' Assiste, en matière de dynamisation de l'investissement et de mutualisation des efforts pour plus de cohérence dans la mise en œuvre des politiques publiques, le MICEPP a pour ambition d'être un vecteur d'efficacité autour des deux domaines prioritaires que sont (i) le développement de l'investissement privé et l'amélioration du climat des affaires et (ii) la convergence et l'évaluation des politiques publiques.

Durant l'année 2022, les efforts du MICEPP se sont essentiellement portés sur la structuration et la mise en place effective de ce nouveau ministère, la préparation et le pilotage du processus d'adoption de la Nouvelle Charte de l'Investissement et le déploiement d'actions ciblées de démarchage de nouveaux investisseurs, en particulier ceux opérant sur les métiers et secteurs d'avenir.

## 3. Des objectifs ambitieux pour l'investissement privé

De 2013 à 2019, l'investissement privé (hors épargne des ménages) s'est élevé en moyenne à 100 MM MAD par an, représentant 35% de l'investissement total au Maroc et a reposé essentiellement sur les Investissements Directs Etrangers (IDE) qui ont représenté environ 40% des investissements privés.

L'objectif est d'atteindre une part de 65% d'investissement privé à horizon 2035, conformément aux recommandations formulées par le Nouveau Modèle de Développement et de réaliser un montant d'investissement de 550 MM MAD et la création de 500 000 emplois sur la période 2022-2026.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le Ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Evaluation des Politiques Publiques a déroulé une feuille de route rythmée, marquée par l'élaboration d'une nouvelle charte offrant de nouveaux dispositifs de soutien aux investisseurs, portant également sur l'amélioration du climat des affaires et la simplification des procédures.

## 4. Une Nouvelle Charte de l'Investissement

Conformément aux Hautes Orientations de Sa Majesté Le Roi, Que Dieu L' Assiste, exprimées le 8 octobre 2021 à l'occasion du discours d'ouverture de la 1ère session, de la 1ère année législative, de la 11ème législature, le MICEPP, s'est engagé à faire adopter avec la plus grande célérité une « Nouvelle Charte compétitive de l'Investissement ».

Les grands principes de cette Charte ont été présentés en février 2022 à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'Assiste, afin de recueillir ses Hautes Instructions.

Après plusieurs réunions de concertation avec les départements ministériels et le secteur privé, le projet de Loi-cadre 03-22 a été présenté et approuvé en Conseil des Ministres le 13 juillet 2022, neuf mois à peine après la mise en place de la nouvelle mandature et cinq mois après la publication du décret fixant les attributions et l'organisation du MICEPP.

Ce texte a été présenté en juillet 2022 à la Commission des Finances et du Développement Economique de la Chambre des Représentants.

Il a été voté le 29 novembre 2022 et promulgué le 9 décembre 2022.

Cette nouvelle Charte vise à redynamiser l'investissement privé afin de créer plus d'emplois, tout en favorisant un développement équitable des territoires et en priorisant les secteurs économiques porteurs du Royaume. Elle instaure quatre dispositifs de soutien (principal, stratégique, TPME et IDME) qui permettent de couvrir toutes les catégories de projets d'investissement et d'opérateurs économiques. Son corpus juridique comprend une loi-cadre (03-22) et trois textes applicatifs que le gouvernement s'est engagé à publier suivant des délais précis.

Ainsi, la loi-cadre instaure 4 dispositifs de soutien avec des objectifs propres :

- Le dispositif de soutien principal pour une croissance durable portée par des investissements dans les secteurs prioritaires pour le Royaume et inclusive pour tous les territoires et pour tous les citoyens ;
- Le dispositif dédié aux projets stratégiques ;
- Le dispositif dédié au développement des entreprises marocaines à l'international, pour faire rayonner le savoir-faire marocain à travers le monde, et particulièrement en Afrique ;
- Le dispositif dédié aux très petites, petites et moyennes entreprises pour structurer le tissu économique national, représentant près de 85% de l'emploi.



## Rappel des principes directeurs du Nouveau Modèle de Développement

Le Nouveau Modèle de Développement (NMD), annoncé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, Que Dieu L' Assiste, le 5 novembre 2019, a pour objectif de définir une vision de développement pour le pays à horizon 2035. Il s'agit d'une initiative encourageant la mobilisation collective pour construire un Maroc conforme aux aspirations des citoyens, sous la direction éclairée du Roi.

Ce modèle, élaboré par la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement (CSMD), s'appuie sur une démarche novatrice de large consultation des citoyens, associations, institutions publiques et privées.

Le Nouveau Modèle de Développement vise un **nouveau palier de croissance** en s'appuyant sur **l'investissement privé** dans les secteurs productifs pour générer une **dynamique vertueuse de création d'emplois**, source d'inclusion et de création de valeur notamment le financement de la protection sociale.

Il définit **quatre principaux axes de transformation** pour réaliser des progrès soutenus au niveau économique, humain, social et territorial à l'horizon de 2035 :

- **Transformation structurelle de l'économie**

Le Nouveau Modèle de Développement (NMD) vise à diversifier et transformer fondamentalement l'économie marocaine en une force productive générant richesse et emplois de qualité. Ce processus englobe la libéralisation entrepreneuriale, l'amélioration de la compétitivité, l'orientation des investissements privés et la promotion de l'économie sociale.

- **Renforcement du capital humain**

Les réformes du NMD reposent sur la garantie d'une éducation de qualité et l'amélioration de la santé publique, visant à habiliter les Marocains à réaliser pleinement leur potentiel, contribuant ainsi au développement du pays et à son intégration dans l'économie du savoir.

- **Inclusion sociale**

Les axes prioritaires de l'action sociale du NMD sont l'autonomisation des femmes, la promotion de l'inclusion et de l'épanouissement des jeunes, avec une attention particulière à la protection sociale des plus vulnérables. Ces initiatives se déploient dans un contexte de diversité culturelle renforcée, visant à accroître la résilience et la participation de tous les Marocains au développement national.

- **Développement régional**

La refonte des stratégies de développement régional reste au centre des préoccupations du NMD. L'objectif est de replacer les territoires comme sources de création de richesses, en harmonie avec les principes de durabilité des ressources et de résilience face aux effets du changement climatique.

## 5. La facilitation de l'acte d'investir

Parallèlement à la préparation des textes législatifs et réglementaires de la nouvelle Charte de l'Investissement, le gouvernement a concentré ses efforts pour accélérer les chantiers de réforme relatifs à la facilitation de l'acte d'investir et d'entreprendre.

Ainsi, le Gouvernement, sous la présidence du Chef du Gouvernement et avec la coordination du MICEPP, a tenu quatre réunions interministérielles impliquant la participation d'une dizaine de départements autour des chantiers prioritaires pour faciliter l'acte d'entreprendre et améliorer de manière impactante l'environnement des affaires à savoir :

- La simplification et la digitalisation des procédures ;
- La déconcentration administrative ;
- L'accès au foncier ;
- Les documents et autorisations urbanistiques.

Concernant **la simplification et la digitalisation des procédures**, des ateliers ont été menés pour simplifier 22 actes clés traités au niveau des CRI et des CRUI, permettant ainsi :

- Une réduction de plus de 45% du nombre de documents demandés à l'investisseur ;
- L'identification des documents pouvant faire l'objet d'interopérabilité entre les administrations, conformément aux dispositions de la loi 55-19 ;
- L'enrichissement et l'optimisation de la plateforme en lien avec l'investissement (CRI-Invest).

Parallèlement des chantiers ont été lancés afin de **faciliter l'accès et la visibilité du foncier** à travers (i) la gouvernance de la stratégie nationale foncière et les mécanismes de dynamisation de la coordination stratégique en matière de foncier, (ii) les modalités de mise en œuvre du système d'information intégré du cadastre économique multi-usages.

Sur le volet urbanistique, des réunions interministérielles ont été organisées afin de suivre l'avancement de l'ensemble des mesures engagées par le département de l'urbanisme visant **une meilleure planification et un meilleur accompagnement des investisseurs dans l'octroi des autorisations nécessaires**.

## b. Accords et coopération internationale: Une coopération renforcée pour élargir un cadre favorable à l'investissement

Visant à faire du Royaume une destination attractive pour les investissements, le Maroc s'est engagé depuis de nombreuses années dans la discussion et la mise en place d'accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements ainsi que d'accords de non double imposition.

Avec plus de 70 accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements et plus de 50 accords de non double imposition en vigueur, le Maroc est le 2<sup>ème</sup> pays en Afrique et dans le monde arabe en termes de nombre d'accords signés.

Dans le cadre du renforcement des relations économiques et commerciales bilatérales, le Maroc a conclu de nouveaux accords au titre de l'année 2022.

- L'accord entre le Royaume du Maroc et le Japon sur la promotion et la protection de l'investissement est entré en vigueur le 23 avril 2022. Il permettra de renforcer la présence du secteur privé japonais au Maroc, déjà représenté par 72 entreprises, dont les sept majors de l'industrie automobile, de l'énergie, de la chimie, de la banque et de la logistique.

- L'accord entre le Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Union des Comores pour la promotion et la protection réciproque des investissements ainsi que la convention de non-double imposition sur le revenu et de lutte contre l'évasion et la fraude fiscales ont été signés le 31 mars 2022 à Dakhla.

- Un accord de promotion et de protection réciproques des investissements a été signé entre le Maroc et Djibouti le 25 juillet 2022. Cet accord marque une étape majeure dans les relations de coopération entre le Maroc et Djibouti et confirme l'engagement continu du Royaume du Maroc en faveur du développement de ses relations avec les autres pays africains, conformément à la vision éclairée de Sa Majesté le Roi, Que Dieu L'Assiste, pour une coopération Sud-Sud renforcée.

- Enfin le Maroc et Madagascar ont signé le lundi 21 novembre 2022 à Antananarivo un accord sur la non-double imposition relative à l'impôt sur le revenu.

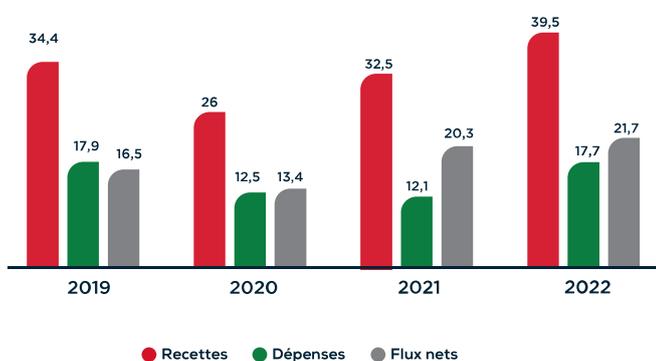
### I.3. L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER AU MAROC

#### a. Evolution des IDE au Maroc : Une croissance forte des investissements destinés à financer des actifs productifs (+75%)

Le flux net des IDE affiche une progression de 7% se situant à 21,7 MM MAD en 2022 contre 20,3 MM MAD une année auparavant.

- Les recettes des investissements directs étrangers au Maroc atteignent 39,5 MM MAD en 2022 soit une progression de +7,1 MM MAD (+22%).
- S'établissant à 17,7 MM MAD en 2022, les dépenses progressent également mais pour un montant moindre de +5,6 MM MAD (+46%).

Figure 6 : Evolution des IDE au Maroc  
entre 2019 et 2022 (MM MAD)



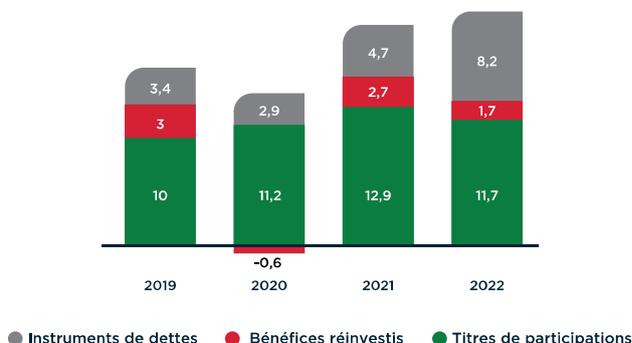
Source : Office des Changes

Avec un flux net de 8,2 MM MAD en 2022, les instruments de dettes – qui correspondent aux investissements Greenfield dans des actifs productifs – progressent de 75%, portés par des recettes de 11,7 MM MAD. C'est le 2<sup>ème</sup> niveau le plus élevé depuis 2007, traduisant le « Momentum Maroc ». La liste des projets annoncés en 2022 montre que cette attractivité est forte tant pour de nouveaux méga-projets que pour des réinvestissements d'opérateurs déjà installés.

Les titres de participation constituent la principale composante des flux entrants au Maroc avec une part de 54,2% au titre de l'année 2022. Ils passent de 12,9 MM MAD en 2021 à 11,7 MM MAD en 2022 soit une baisse de 8,9%.

Les bénéfices réinvestis baissent de 1 MM MAD et représentent 8% du flux net total des investissements directs étrangers au Maroc en 2022.

Figure 7 : Répartition du flux net des IDE par nature  
d'opération entre 2019 et 2022 (MM MAD)



Source : Office des Changes



**b. Structure et évolution des IDE par pays :  
Avec une opération majeure les Etats-Unis sont le 1<sup>er</sup> pays investisseur au Maroc en 2022**

En 2022, les Etats-Unis deviennent le 1<sup>er</sup> investisseur au Maroc avec un flux net multiplié par 10 par rapport à 2021 qui atteint 7,4 MM MAD et représente 34,1% du total des IDE reçus par le Maroc.

Cette performance reflète l'opération réalisée par le groupe OCP avec l'américain Koch Ag & Energy Solutions à la mi-2022 : le groupe OCP a cédé 50% de JFC III pour 3 MM MAD, en plus d'une avance de près de 2 MM MAD accordée à la JV par la maison-mère du géant américain.



**Focus sur le projet OCP avec l'américain Koch Ag & Energy Solutions**

Leader mondial sur le marché de la nutrition des plantes et des engrais phosphatés le groupe OCP est présent sur les cinq continents et a réalisé un chiffre d'affaires de 115 MM MAD (11 MM USD) en 2022.

Koch Ag & Energy Solutions, LLC et ses filiales sont des fournisseurs mondiaux de solutions à valeur ajoutée pour les marchés de l'agriculture, de l'énergie et des produits chimiques. Koch Ag & Energy Solutions, LLC est une filiale de Koch Industries, l'une des plus grandes entreprises privées aux Etats-Unis, active dans de nombreux secteurs avec des revenus annuels estimés à plus de 125 MM USD et une présence dans plus de 70 pays.

JFC III (Jorf Lasfar Company) fait partie du complexe industriel du groupe OCP à Jorf Lasfar au Maroc, la plus grande plateforme mondiale de production d'engrais phosphatés. JFC III exploite une unité de production dont la capacité annuelle atteint 1,1 million de tonnes métriques d'engrais phosphatés.

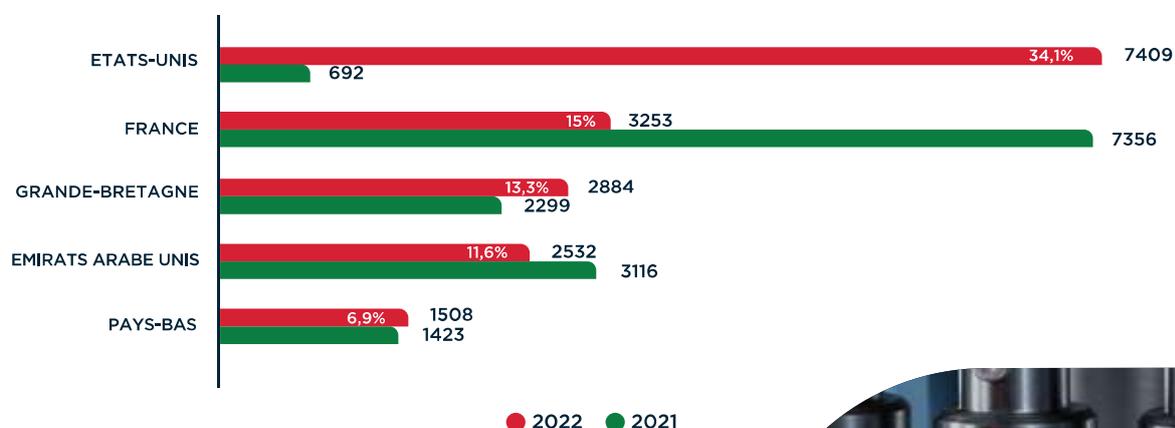
Koch Ag & Energy Solutions et OCP qui collaborent depuis plusieurs années, souhaitent ainsi accélérer le développement de JFCIII pour étendre davantage l'offre d'engrais phosphatés dans le monde. Pour Koch Ag & Energy Solutions, c'est aussi l'opportunité de développer la gamme offerte par Koch Fertilizer à ses clients.

La France recule en 2<sup>ème</sup> position, le flux net des IDE en provenance de l'Hexagone est divisé par 2, il s'élève à +3,2 MM MAD en 2022 contre +7,3 MM MAD en 2021.

La France est suivie par la Grande-Bretagne (2,9 MM MAD / +25% par rapport à 2021), les Emirats arabes unis (2,5 MM MAD / -19%), et les Pays-Bas (1,5 MM MAD / +6%).

Ces cinq pays (Etats-Unis, France, Grande- Bretagne, Emirats arabes unis, Pays-Bas) représentent 81% du total du flux net des investissements directs étrangers au Maroc en 2022.

**Figure 8 : Flux net des IDE par principaux pays d'origine en 2021 et 2022 (M MAD)**



Source : Office des Changes

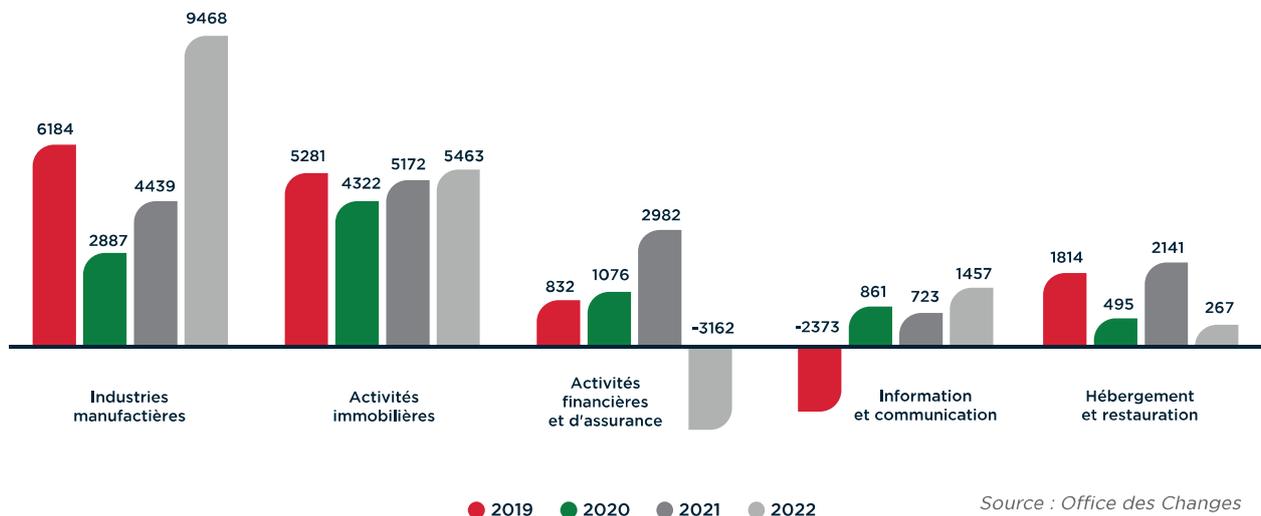


### c. Structure et évolution des IDE par secteur : Une croissance portée par les industries manufacturières

Le flux net enregistré dans les industries manufacturières est 2 fois plus important qu'en 2021. Il atteint 9,5 MM MAD et représente 43,5% du total du flux net des IDE au Maroc. Suivi du secteur des activités immobilières (+5,5 MM MAD ou 25,1% du total du flux net des IDE), et puis celui du secteur de l'information et de la communication (+1,4 MM MAD).

La part de ces trois secteurs dans le total des flux nets des IDE s'établit à 79,8% en 2022 (49,6% en 2021).

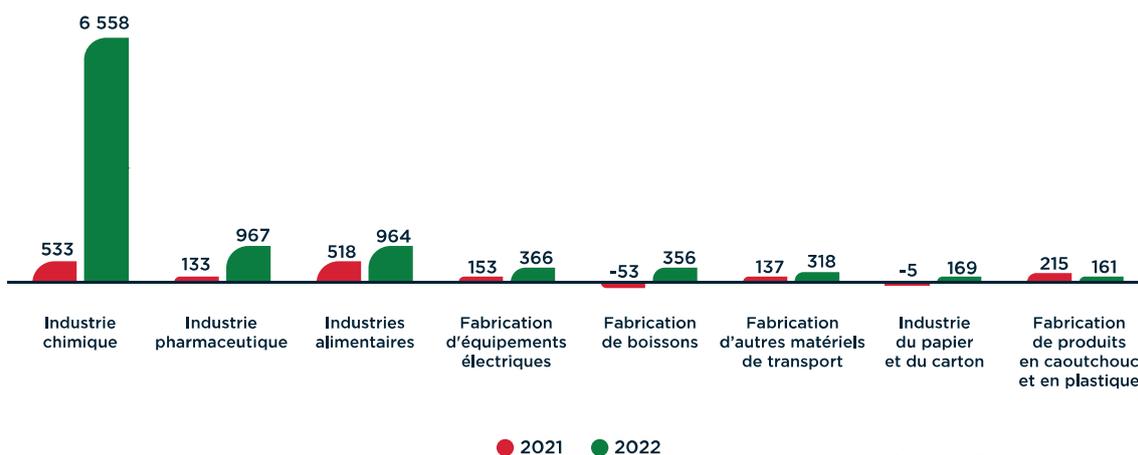
Figure 9 : Flux net des IDE par principaux secteurs d'activité entre 2019 et 2022 (M MAD)



La majeure partie du flux des industries manufacturières concerne le secteur de la chimie, il s'agit de l'opération OCP - Koch Ag & Energy Solutions mentionnée plus haut.

L'industrie pharmaceutique et l'industrie agro-alimentaire mobilisent chacune près de 1 M MAD du flux net des IDE au Maroc.

Figure 10 : Flux net des IDE au Maroc par principale industrie manufacturière en 2021 et 2022 (M MAD)



## I.4. L'INVESTISSEMENT DIRECT MAROCAIN A L'ETRANGER

### a. Evolution des IDME :

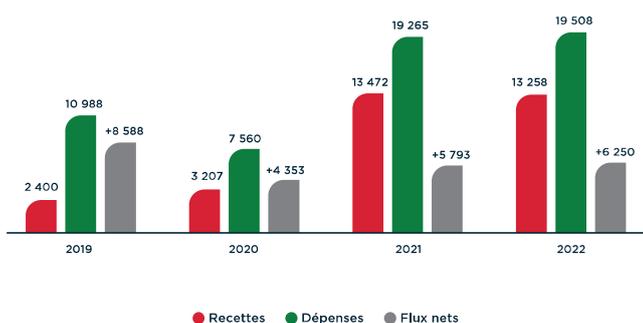
#### Forte dynamique des investissements en actifs productifs

Le flux net des IDME affiche une progression de 8% se situant à 6,3 MM MAD en 2022 contre 5,8 MM MAD en 2021.

- Les dépenses représentées par les nouveaux investissements directs marocains à l'étranger atteignent 19,5 MM MAD en 2022, en légère progression (+1% / +0,02 MM MAD) par rapport à 2021.

- En parallèle, les recettes enregistrent une légère baisse de 0,2 MM MAD (13,3 MM MAD en 2022 contre 13,5 MM MAD en 2021).

Figure 11 : Evolution des investissements directs marocains à l'étranger entre 2019 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes

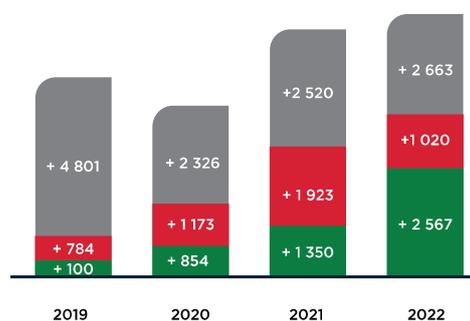
En 2022, les flux nets d'IDME par nature confirment une tendance vers plus d'investissements en actifs productifs :

- En progression régulière depuis 2019, les flux nets d'instruments de dettes (représentant les investissements en actifs productifs) atteignent 2,6 MM MAD (+90% par rapport à 2021) et représentent désormais 41% du flux net des IDME (contre 23% en 2021 et 1% en 2019).

- Les titres de participation ont augmenté de 6% en 2022, passant de +2,5 MM MAD en 2021 à +2,5 MM MAD en 2022. Cependant, leur part dans les flux nets d'IDME reste similaire (43%).

- A l'opposé, les bénéfices réinvestis accusent une forte baisse de 47% passant de 1,9 MM MAD en 2021 à 1 MM MAD en 2022.

Figure 12 : Flux net des investissements directs marocains à l'étranger par nature d'opération entre 2019 et 2022 (M MAD)



● Titres de participation ● Bénéfices réinvestis ● Instruments de dettes

Source : Office des Changes

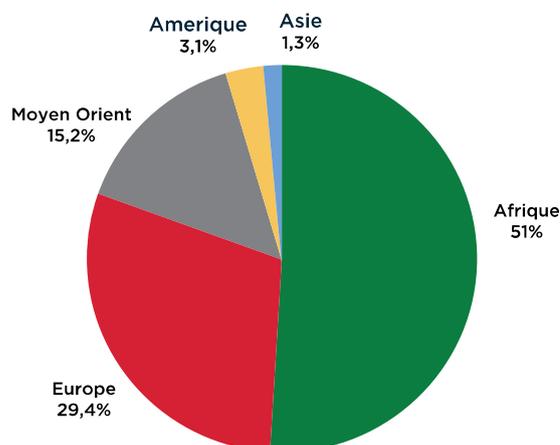
### b. Structure des IDME par pays :

#### L'Afrique principale destination des IDME

L'Afrique constitue la principale région de destination des investissements directs marocains à l'étranger avec une part moyenne de 50% au cours des cinq dernières années.

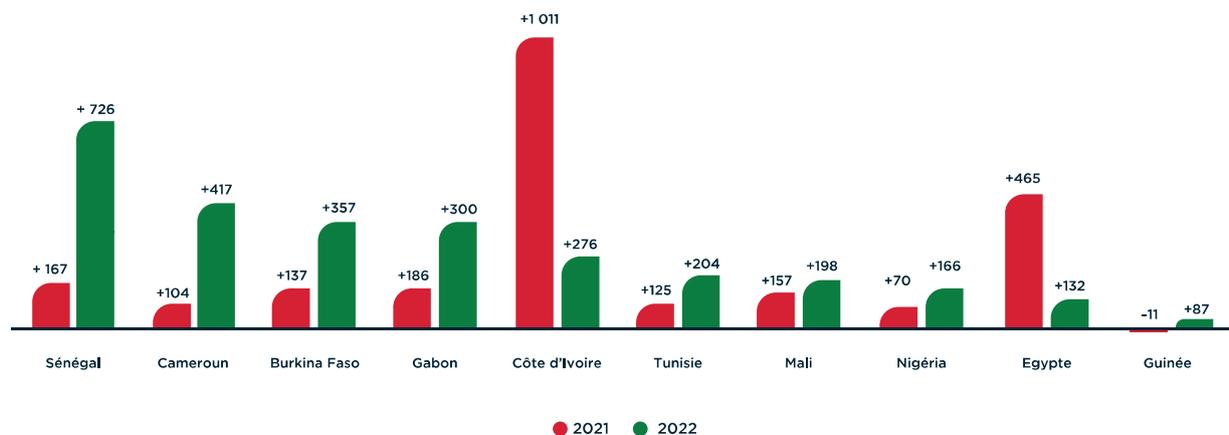
En 2022 les flux nets d'IDME progressent fortement vers la plupart des pays africains, à l'exception de la Côte d'Ivoire et de l'Egypte.

Figure 13 : Part des Flux net des IDME par Régions entre 2018-2022 (en %)



Source : Office des Changes

Figure 14 : Flux net des IDME par principaux pays africains destinataires en 2021 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes

En termes de pays, en 2022, les flux nets des IDME s'orientent vers la France (+1 MM MAD), les Emirats arabes unis (+1 MM MAD), le Sénégal (+0,7 MM MAD), les Pays-Bas (+0,5 MM MAD) et le Luxembourg (+0,5 MM MAD).

Ces cinq pays représentent 62,5% du total des flux nets des IDME au titre de l'année 2022.

Figure 15 : Flux net des IDME par principaux pays destinataires en 2021 et 2022 (M MAD)

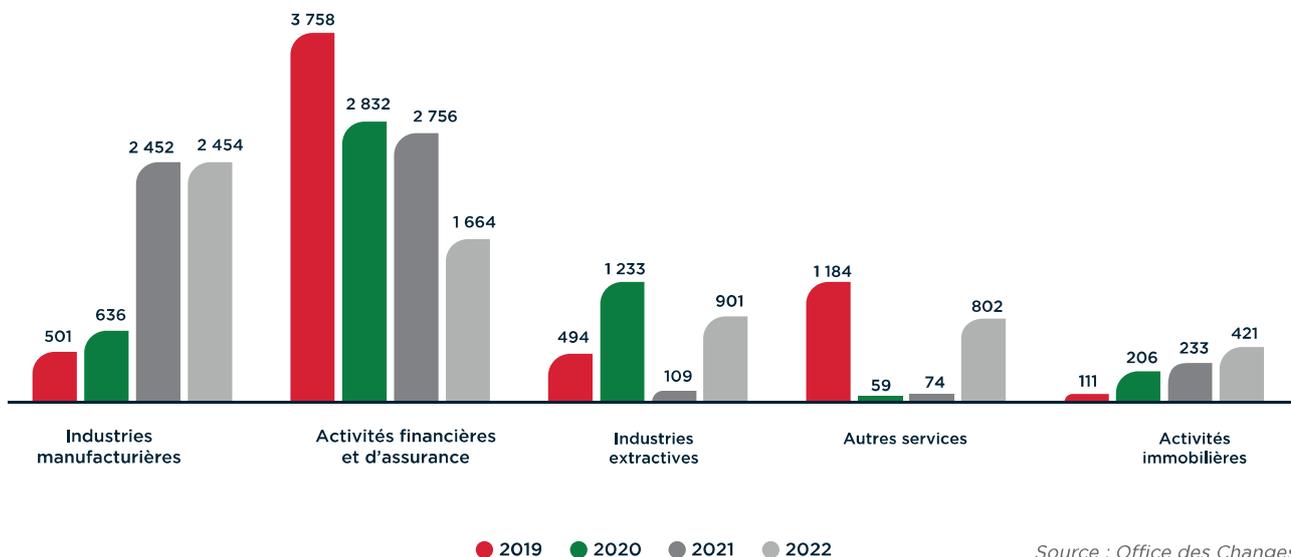


Source : Office des Changes



**c. Structure des IDME par secteur :**  
**Les secteurs productifs prennent le relais du secteur financier et assurances**

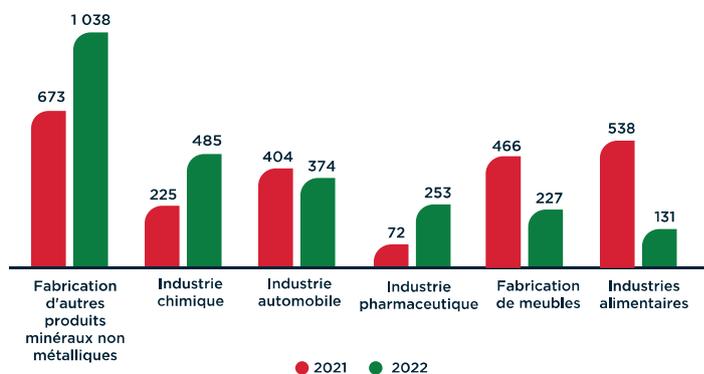
*Figure 16 : Flux net des investissements directs marocains à l'étranger par principaux secteurs d'activité entre 2019 et 2022 (M MAD)*



Source : Office des Changes

En 2022, les flux nets d'IDME s'orientent majoritairement dans les industries manufacturières qui enregistrent un flux net stable à +2,5 MM MAD, soit 39% du total. Les principaux secteurs de l'industrie manufacturière qui ont enregistré les plus grands flux sont : la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, l'industrie chimique et l'industrie automobile.

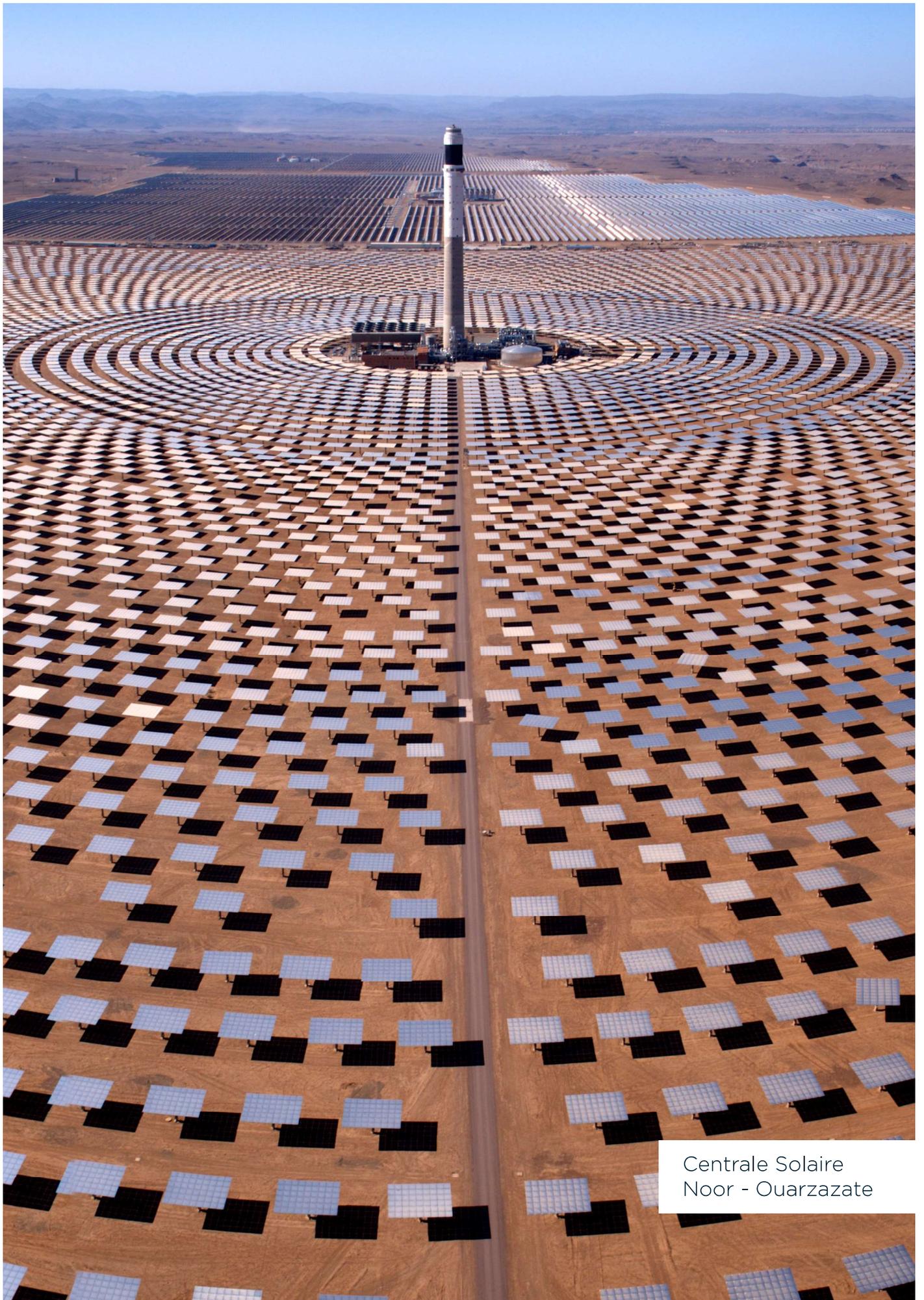
*Figure 17 : Flux net des IDME à l'étranger par principaux secteurs d'activité dans l'industrie manufacturière en 2021 et 2022 (M MAD)*



Source : Office des Changes

Viennent ensuite les investissements vers les activités financières et d'assurances (+1,7 MM MAD en 2022 contre +2,8 MM MAD en 2021), puis vers le secteur des industries extractives (+0,9 MM MAD en 2022 contre +0,1 MM MAD en 2021).





Centrale Solaire  
Noor - Ouarzazate



**02**

**EXPORTATIONS**



## II. EXPORTATIONS

### II.1. LE COMMERCE DANS LE MONDE

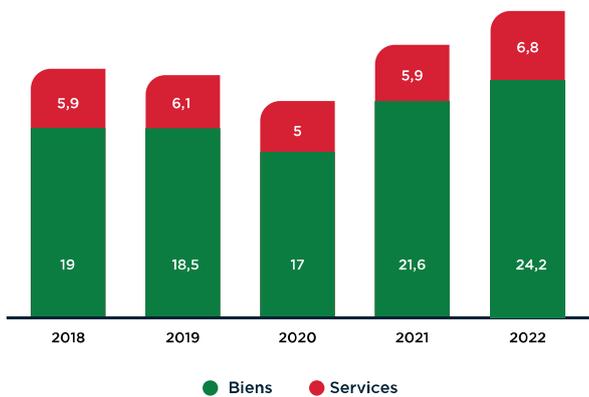
#### a. Evolution du commerce mondial

Dans un contexte mondial caractérisé par les difficultés au niveau des chaînes d'approvisionnement, une hausse des prix des matières premières et un ralentissement économique, les échanges de biens et de services ont fait preuve de résilience, atteignant 31 000 MM USD en 2022, soit une hausse de 13 % par rapport à 2021.

En volume, le commerce mondial de marchandises a continué à progresser en 2022 de 2,7%, mais à un rythme ralenti par rapport au rebond post-Covid-19 de 9,4% observé en 2021. En valeur, le commerce mondial des marchandises a progressé plus rapidement qu'en volume, à + 12% en 2022 et s'établit à 25 260 MM USD, en raison, notamment, des prix mondiaux élevés des matières premières.

Les services ont augmenté de 15% en 2022 pour atteindre le chiffre record de 6 800 MM USD.

Figure 18 : Evolution du commerce des biens et des services entre 2018 et 2022 (T USD)



Source : OMC-CNUCED

Toutefois, au-delà de ces bonnes performances, l'environnement international a été marqué en 2022 par un regain de tensions commerciales sans impact majeur sur 2022 mais à suivre en 2023.

Les tensions Chine-Etats-Unis se sont poursuivies et de nouvelles tensions sont apparues entre l'UE et les Etats-Unis suite à l'adoption par ces derniers de la loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act, IRA).

Promulguée le 16 août 2022, la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act) prévoit, entre autres, de consacrer un budget d'environ 370 MM USD à des mesures de soutien à la politique industrielle verte des États-Unis.

Ainsi, les ménages américains bénéficieront de crédits d'impôts notamment pour l'achat de véhicules électriques américains. Du côté des entreprises, le plan prévoit des crédits d'impôts pour les investissements et la production dans le véhicule électrique, dans l'éolien, le solaire, l'hydrogène vert, les biocarburants, les batteries, etc.

Ces dispositions suscitent plusieurs points d'inquiétude :

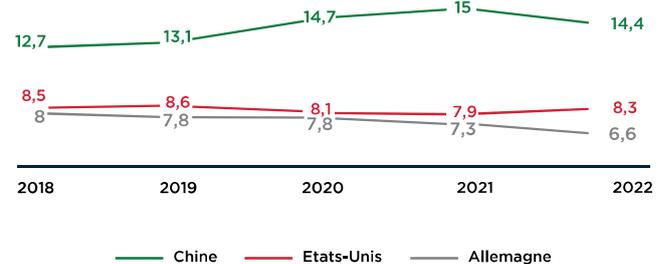
- La logique «d'acheter américain» qui sous-tend certaines des mesures de subventions, pénalisera les produits importés dont les pays ne bénéficieraient pas d'accords préférentiels avec les Etats-Unis.
- Les allègements fiscaux pour les entreprises produisant aux États-Unis constituent un risque de délocalisations d'entreprises européennes ou américaines ayant investi hors des Etats-Unis et qui préféreront fabriquer sur le sol américain pour bénéficier de ces aides.
- Les subventions à la production sont susceptibles de conduire à une course aux subventions.

#### b. Structure du commerce mondial

En 2022, la Chine est restée le principal exportateur de marchandises, toutefois, sa part dans les exportations mondiales a diminué à 14% (par rapport à 15% en 2021).

Les États-Unis (8% du commerce mondial) et l'Allemagne (7%) occupaient respectivement la deuxième et la troisième position.

Figure 19 : Evolution des parts en % des principaux exportateurs dans le monde entre 2018 et 2022



Source : OMC-CNUCED

Le commerce intra-régional de marchandises a constitué 65 % du commerce mondial en Europe, ce qui représente le taux le plus élevé parmi les principales régions du monde.

À l'inverse, l'Afrique a enregistré la part la plus basse avec 14 % en 2022, comparé à 16 % en 2018.

## II.2. LE CONTEXTE COMMERCIAL DU MAROC

### a. Ratification de l'Accord portant création de la ZLECAf

Le contexte commercial marocain a été marqué par la ratification par le Royaume de l'Accord portant création de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine ZLECAf le 18 avril 2022.

Ainsi, le Maroc étoffe son réseau d'Accords de Libre-Echange (ALE) et met à la disposition de ses opérateurs économiques un accès préférentiel à une centaine de marchés totalisant plus de 1,4 MM de consommateurs.

#### La ZLECAf (Zone de Libre-Echange Continentale Africaine)

Adopté le 21 mars 2018, l'Accord sur la ZLECAf (Zone de Libre-Échange Continentale Africaine) vise à créer un marché africain intégré permettant la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes à travers les frontières intérieures de l'Afrique. Avec 54 pays signataires, l'Accord organise l'une des plus grandes zones de libre-échange au monde avec un marché de 1,4 milliard de consommateurs et de 2.400 MM USD.

A travers l'accélération des échanges intra-africains qui ne représentent aujourd'hui que 14% du commerce total du continent, l'Accord a des impacts attendus sur l'industrialisation du continent, la croissance du PIB et la réduction de la pauvreté.

##### Signé et ratifié

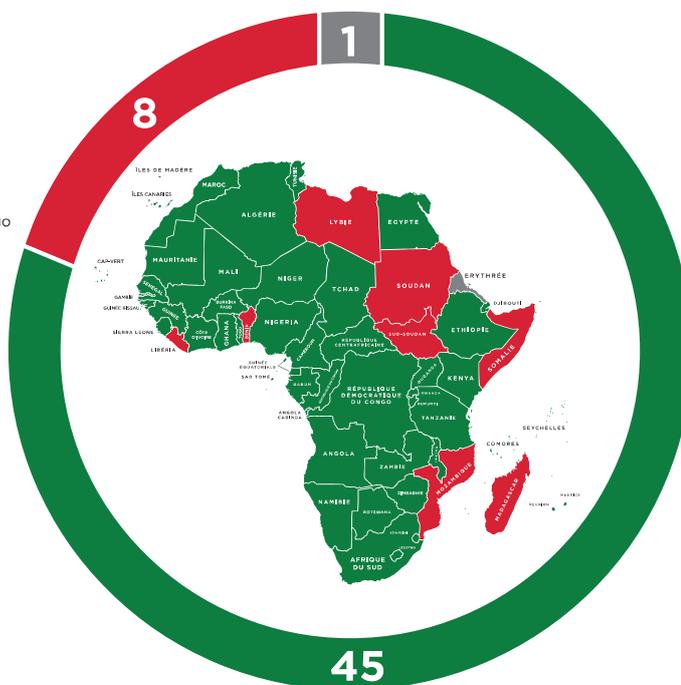
<ul style="list-style-type: none"> <li>Afrique du Sud</li> <li>Algérie</li> <li>Angola</li> <li>Botswana</li> <li>Burkina Faso</li> <li>Burundi</li> <li>Cap-vert</li> <li>Cameroun</li> <li>Côte d'Ivoire</li> <li>République Centre-Afrique</li> <li>Comores</li> <li>Djibouti</li> <li>Egypte</li> <li>Eswatini</li> <li>Ethiopie</li> <li>Gabon</li> <li>Gambie</li> <li>Ghana</li> <li>Guinée</li> <li>Guinée-Bissau</li> <li>Guinée Equatoriale</li> <li>Kenya</li> <li>Lesotho</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Malawi</li> <li>Mali</li> <li>Mauritanie</li> <li>Maurice</li> <li>Maroc</li> <li>Namibie</li> <li>Niger</li> <li>Nigeria</li> <li>Ouganda</li> <li>République Démocratique du Congo</li> <li>République du Congo</li> <li>Rwanda</li> <li>Sao Tome</li> <li>Sénégal</li> <li>Seychelles</li> <li>Sierra Leone</li> <li>Tanzanie</li> <li>Tchad</li> <li>Togo</li> <li>Tunisie</li> <li>Zambie</li> <li>Zimbabwe</li> </ul>
--	--

##### Signé, non ratifié

<ul style="list-style-type: none"> <li>Bénin</li> <li>Libéria</li> <li>Lybie</li> <li>Madagascar</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mozambique</li> <li>Somalie</li> <li>Sud-Soudan</li> <li>Soudan</li> </ul>
---	---

##### Non signé

<ul style="list-style-type: none"> <li>Erythrée</li> </ul>
--



Source : Nations Unies, Commission Économique pour l'Afrique 2023

Les échanges dans le cadre de la ZLECAf ont officiellement commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Toutefois le niveau des échanges ayant peu progressé jusqu'à juillet 2022, un programme intitulé « Initiative de commerce guidé de la ZLECAf » a été lancé en octobre 2022 en vue de générer des échanges commerciaux significatifs et de tester l'environnement opérationnel, institutionnel, juridique et de politique commerciale dans le cadre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine. Cette initiative a permis d'envoyer un message positif aux opérateurs économiques africains, à travers un projet pilote auquel huit États ont pris part : le Cameroun, l'Egypte, le Ghana, le Kenya, Maurice, le Rwanda, la Tanzanie et la Tunisie.

L'initiative devrait être rapidement élargie à un groupe d'une trentaine de pays, dont le Maroc, en vue de permettre une mise en œuvre plus large des concessions faites entre les États parties de la ZLECAf.

Par ailleurs, les pays africains ont entamé le processus de négociation du texte du Protocole sur les Investissements de la ZLECAf en décembre 2021 au titre de la 2<sup>ème</sup> phase de la mise en place de la ZLECAf, conformément aux dispositions de l'article 7 de son accord de création. Elles visent à assurer la promotion des investissements durables, à garantir l'équilibre entre les intérêts des investisseurs et de l'État, la protection des communautés locales et le règlement efficace des différends.

## b. Bilan des échanges commerciaux

En 2022, les transactions commerciales du Maroc avec le reste du monde, progressent de 36% pour atteindre une valeur de 1166 MM MAD contre 858 MM MAD en 2021.

- Après une croissance de 25% en 2021, les exportations confirment une dynamique très positive, progressant de 30% en 2022 et atteignant un niveau record de 428,6 MM MAD soit +99 MM MAD par rapport à 2021.

- Les importations augmentent à un rythme plus rapide que les exportations, principalement en raison de la hausse mondiale des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Elles progressent de 208,9 MM MAD (+40%) par rapport à 2021 et se chiffrent à 737,4 MM MAD.

Dans ce contexte, le déficit commercial se creuse, à 308,8 MM MAD contre 199,2 MM MAD en 2021. Sa part dans le PIB passe de 15,5% en 2021 à 22,7% en 2022.

Le taux de couverture des importations par les exportations baisse de 4,2 points passant de 62,3% en 2021 à 58,1% en 2022.

**Tableau 2 : Evolution des échanges commerciaux du Maroc entre 2017 et 2022 (MM MAD)**

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations	249	275	284	263	329,4	428,6
<i>Evolution</i>	10,30%	10,70%	3,30%	-7,50%	25%	30,1%
Importations	438	481	491	422,9	528,5	737,4
<i>Evolution</i>	6,70%	9,90%	2,00%	-13,90%	24,97%	39,50%
<b>Valeur globale</b>	<b>687</b>	<b>757</b>	<b>775</b>	<b>686</b>	<b>858</b>	<b>1166</b>
<i>Evolution</i>	8,00%	10,20%	2,50%	-11,50%	25,07%	35,90%
<b>Solde commercial</b>	<b>-189</b>	<b>-206</b>	<b>-206</b>	<b>-160</b>	<b>-199,1</b>	<b>-308,8</b>
Taux de couverture	57%	57%	58%	62,20%	62,30%	58,10%

Source : Office des Changes



## II.3. LES EXPORTATIONS DU MAROC

### a. Evolution des exportations par secteur

Tous les secteurs contribuent à la croissance exceptionnelle des exportations marocaines, et plus particulièrement les secteurs des phosphates et ses dérivés et de l'automobile qui dépassent tous les deux le seuil des 110 MM MAD en croissance respective de 44% et de 33%, ainsi que les secteurs de l'électronique et de l'aéronautique avec des taux de croissance supérieurs à 30%.

**Tableau 3 : Evolution des exportations des principaux secteurs entre 2018 et 2022 (M MAD)**

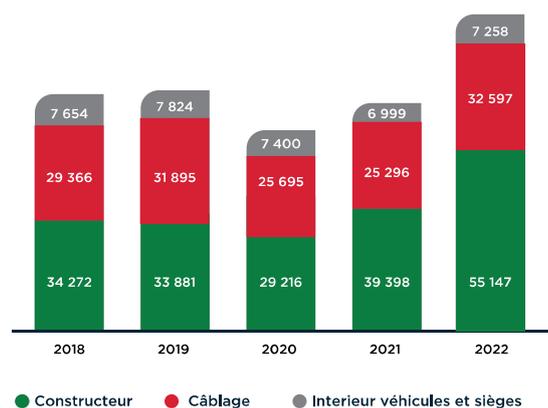
Secteur	2018	2019	2020	2021	2022	Évolution 2022/2021	
						M MAD	%
Automobile	75 793	80 156	72 283	83 681	111 283	+27 602	33
Agriculture et agro-alimentaire	58 447	62 094	62 600	69 891	83 236	+13 345	19,1
Phosphate et dérivés	51 989	48 945	50 869	80 271	115 482	+35 211	43,9
Textile et cuir	37 915	36 936	29 921	36 424	43 977	+7 553	20,7
Aéronautique	14 744	17 484	12 660	15 830	21 347	+5 517	34,9
Electronique et électricité	9 158	10 408	10 315	13 433	18 587	+5 154	38,4
Autres extractions minières	4 531	4 201	3 446	4 969	5 636	+667	13,4
Autres industries	22 864	24 272	20 995	24 906	29 064	+ 4 158	16,7

Source : Office des Changes

La progression des exportations du secteur des phosphates et dérivés qui contribue pour 35% à la croissance de la valeur des exportations marocaines, reflète la hausse des prix de ces produits : le prix des phosphates bruts a quasiment triplé pour atteindre 2 517 MAD/T en 2022 contre 907 MAD/T en 2021.

Le secteur de l'automobile, 2<sup>ème</sup> secteur à l'export après les phosphates, contribue à 27% de la croissance des exportations du Maroc en 2022 avec une hausse de 33% soit +27,6 MM MAD par rapport à 2021. Les ventes du segment de la construction progressent de 40% et celles du câblage progressent de 29%.

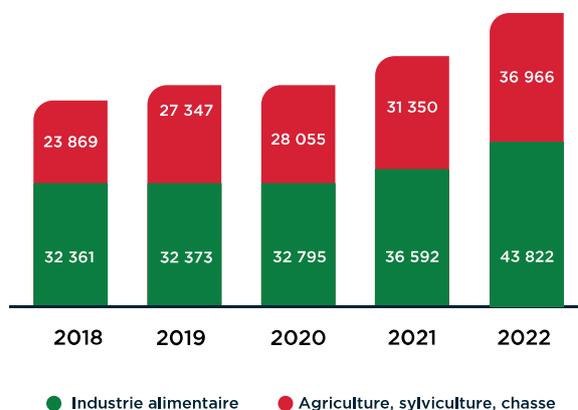
**Figure 20 : Exportations du secteur automobile entre 2018 et 2022 (M MAD)**



Source : Office des Changes

Avec un chiffre d'affaires additionnel à l'export de 13 MM MAD le secteur agro-alimentaire voit ses exportations progresser de 19% et est le 2<sup>ème</sup> secteur manufacturier contributeur à la croissance des exportations.

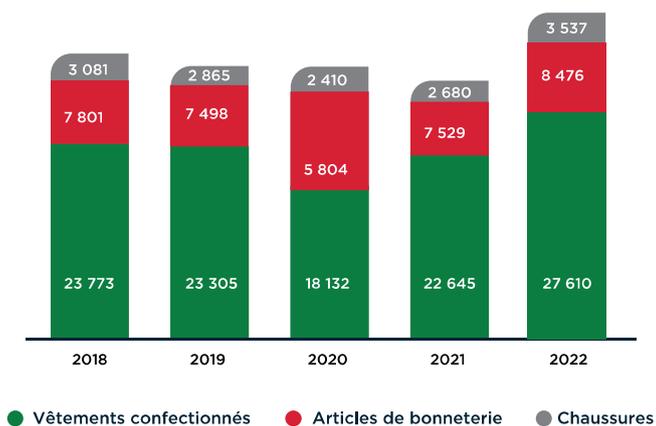
**Figure 21 : Exportations du secteur agriculture et agro-alimentaire entre 2018 et 2022 (M MAD)**



Source : Office des Changes

Les exportations du secteur textile et cuir ont atteint 43,9 MM MAD soit une progression de 7,5 MM MAD (+21%) par rapport à 2021. Cette évolution résulte principalement de la hausse des ventes de vêtements confectionnés (+4,9 M MAD).

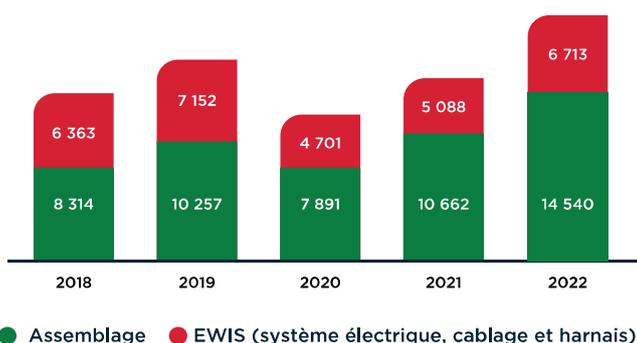
Figure 22 : Exportations du secteur textile et cuir entre 2018 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes

En 2022, les exportations du secteur aéronautique dépassent leur niveau d'avant la pandémie, atteignant 21,3 MM MAD, en hausse de 23% par rapport à 2019. Le secteur aéronautique contribue pour 5% à la hausse des exportations.

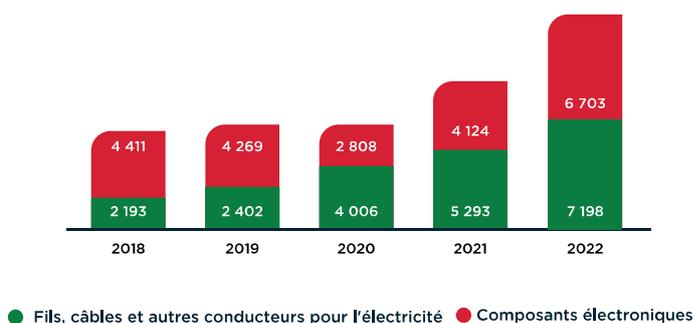
Figure 23 : Exportations du secteur aéronautique entre 2018 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes

Les exportations du secteur électronique et électricité ont doublé depuis 2018. En 2022, elles ont atteint 18,5 MM MAD soit une progression de 38%.

Figure 24 : Exportations du secteur électronique-électricité entre 2018 et 2022 (M MAD)



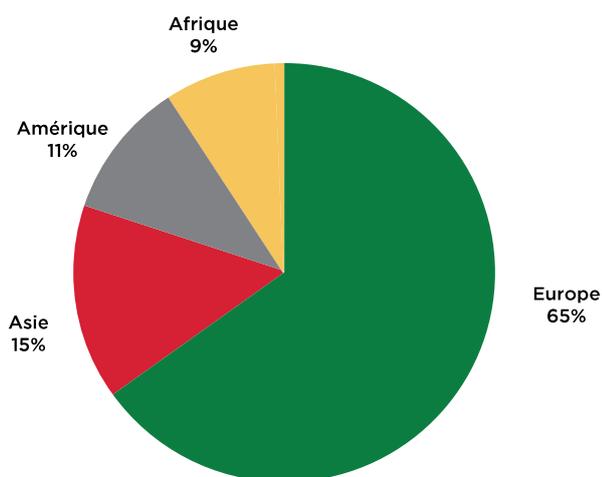
Source : Office des Changes



## b. Structure des exportations par zone géographique

Les échanges commerciaux du Maroc avec le reste du monde en 2022 montrent un poids prépondérant de l'Europe qui reçoit 65% des exportations marocaines.

Figure 25 : Part des exportations par zone géographique en 2022 (en %)

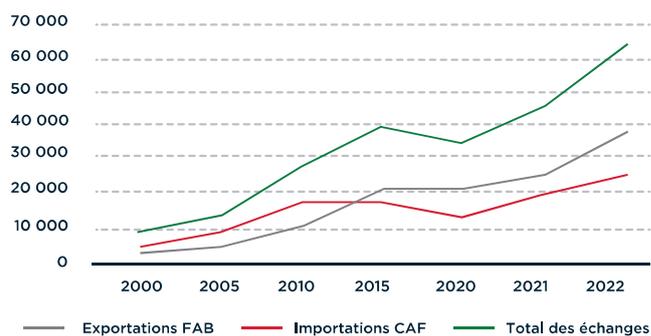


Source : Office des Changes

## Afrique

Les échanges avec l'Afrique ont été multipliés par 6 en 20 ans. En 2022 les exportations du Maroc vers les autres pays africains ont atteint 38,8 MM MAD, en progression de 49% par rapport à 2021 et de 81% par rapport à 2020. Elles représentant 9% du total des exportations marocaines.

Figure 26 : Evolution des échanges commerciaux du Maroc avec le reste du continent africain entre 2000 et 2022 (M MAD)



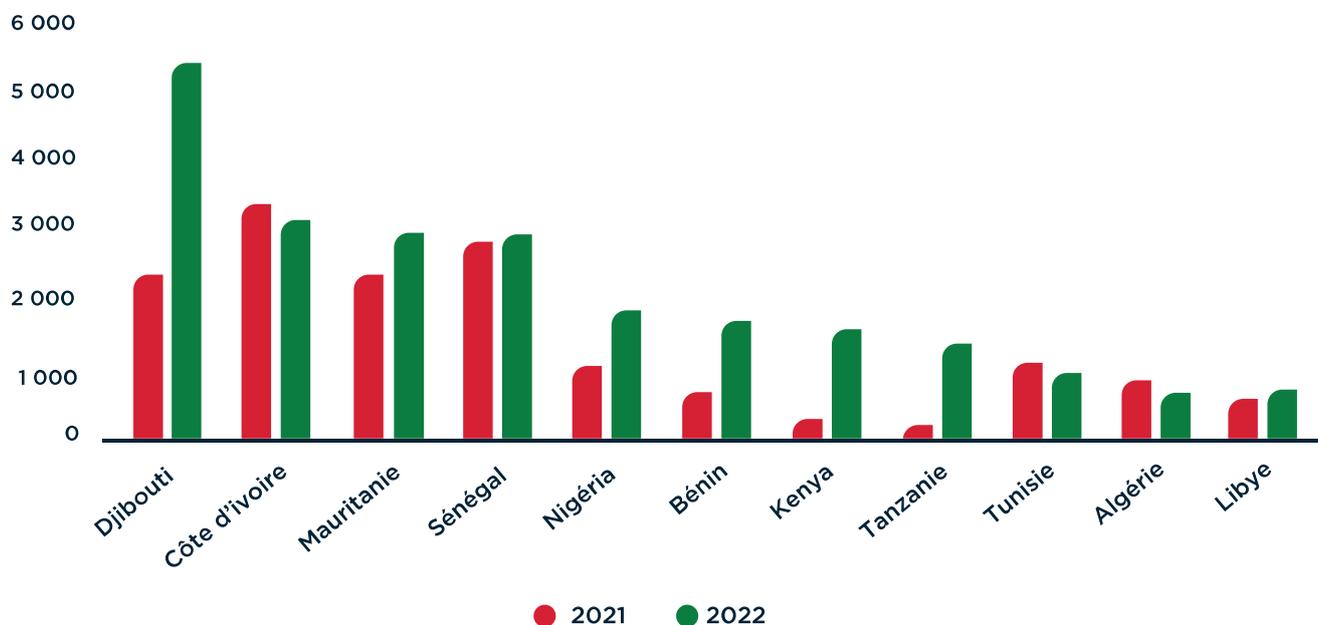
Source : Office des Changes



Port Tanger Med

Les exportations vers Djibouti ont été multipliées par 2,3 en 2022, positionnant cette porte d'entrée vers l'Ethiopie en tête des destinations des exportations marocaines en 2022, suivie de la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Sénégal et le Nigéria.

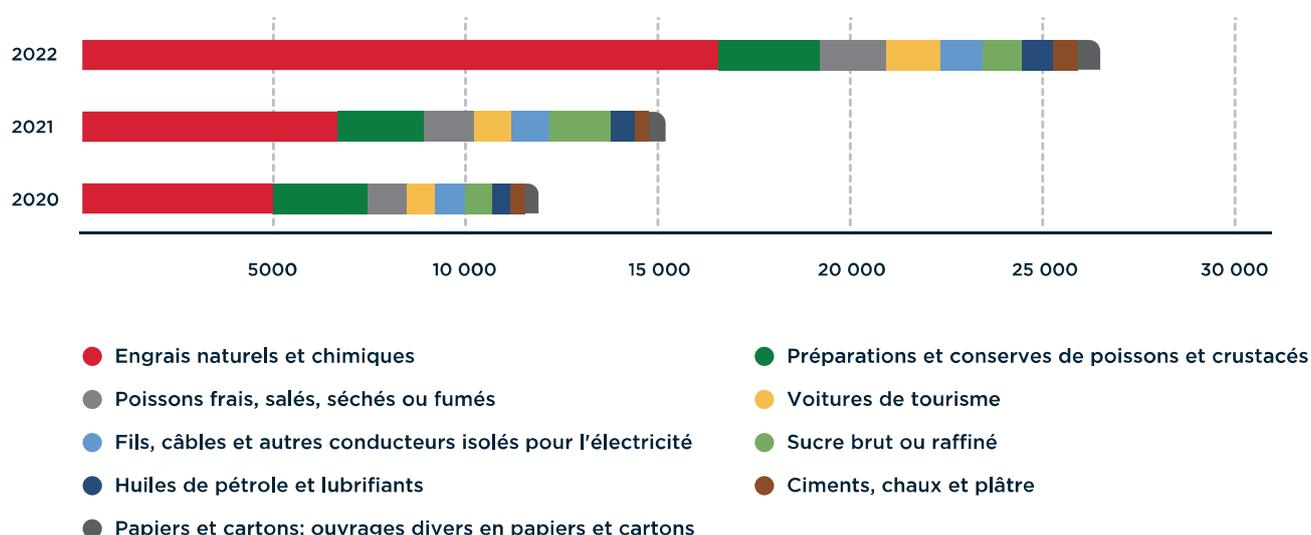
Figure 27 : Evolution des exportations par principaux partenaires africains en 2021 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes

Les exportations du Maroc vers l'Afrique sont constituées principalement des engrais naturels et chimiques (42,7%), suivis de produits agro-alimentaires - préparations et conserves de poissons et crustacés (6,9%) et poissons frais, salés, séchés ou fumés (4,7%). A noter également les voitures de tourisme (3,4%) et les fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité (2,9%).

Figure 28 : Evolution des principaux produits exportés en Afrique entre 2020 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes

## Europe

Les exportations marocaines vers l'Europe ont connu une augmentation de 25% en valeur en 2022 pour atteindre 275,4 MM MAD.

L'Espagne consolide son premier rang (84,1 MM MAD) devant la France (80,5 MM MAD) et l'Italie (19,1 MM MAD) suivie de l'Allemagne (13,5 MM MAD).

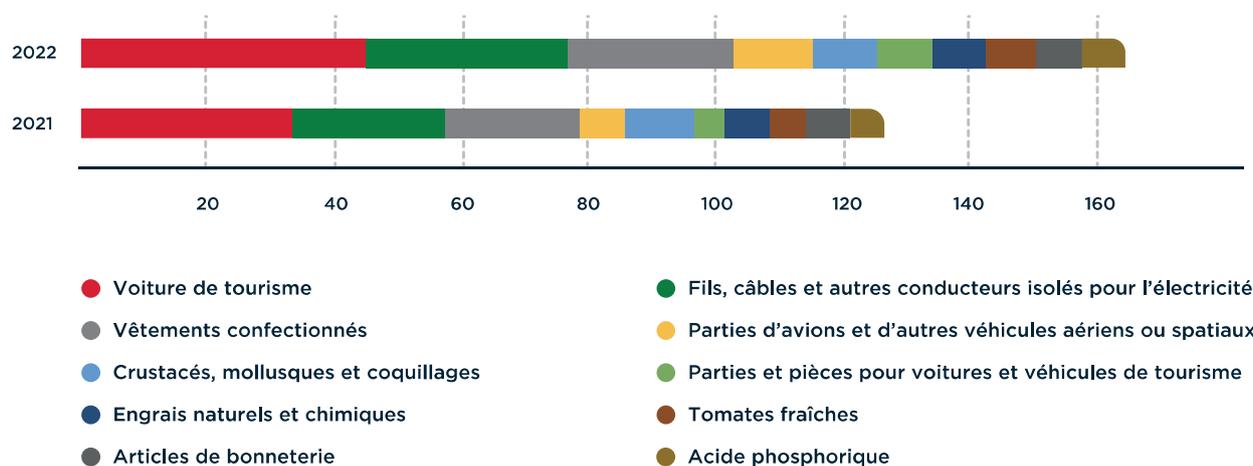
Figure 29 : Evolution des exportations à destination de l'Union Européenne par pays en 2021 et 2022 (MM MAD)



Source : Office des Changes

Les exportations du Maroc vers l'Union Européenne sont constituées principalement des voitures de tourisme (18,5%), des fils, câbles et autres conducteurs isolés pour l'électricité (13,1%), des vêtements confectionnés (10,6%) et des parties d'avions et d'autres véhicules aériens ou spatiaux (5,3%).

Figure 30 : Evolution des principaux produits exportés à destination de l'Union Européenne en 2021 et 2022 (MM MAD)



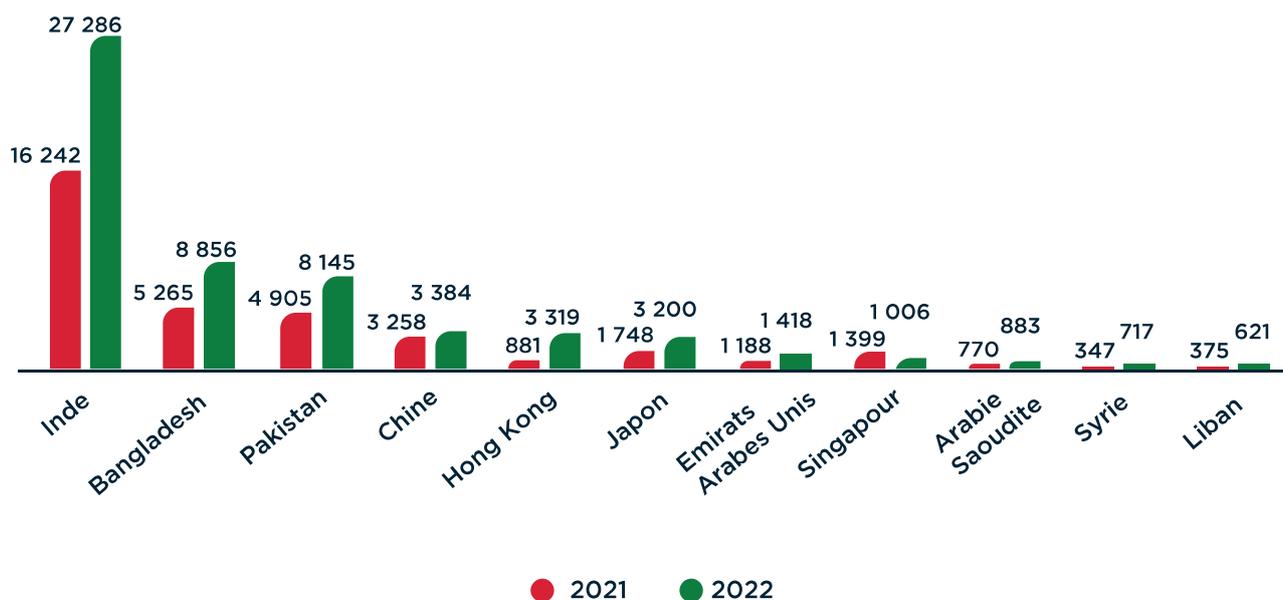
Source : Office des Changes

## Asie

Les exportations vers l'Asie ont enregistré une hausse de 60% passant de 38,9 MM MAD en 2021 à 62,3 MM MAD en 2022.

Les principaux clients du Maroc sur le continent asiatique sont l'Inde, le Bangladesh et le Pakistan avec une part 71 % du total des exportations vers ce continent.

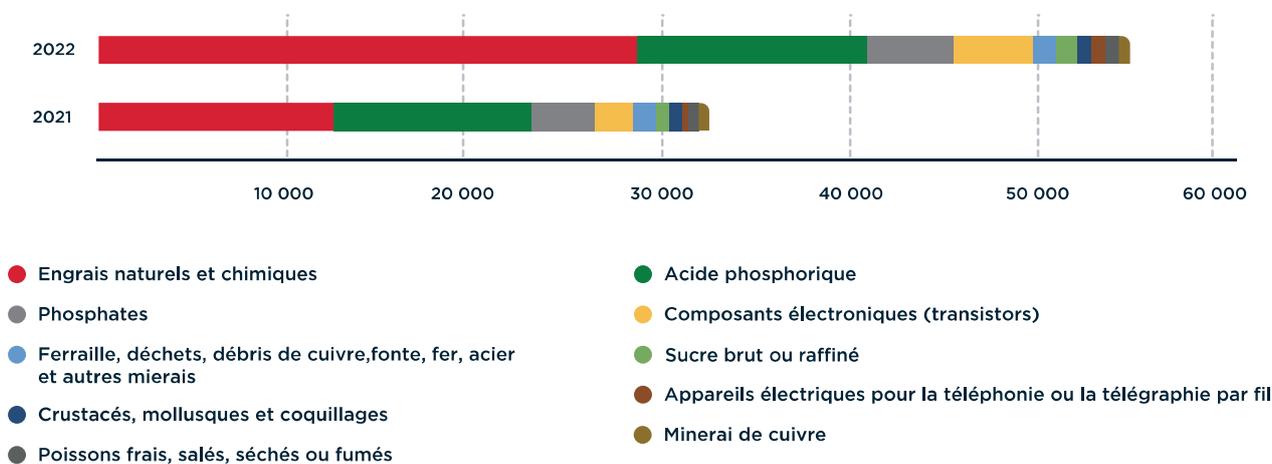
Figure 31 : Evolution des exportations à destination de l'Asie par pays en 2021 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes

Les principaux produits exportés du Maroc vers l'Asie sont les engrais naturels et chimiques (46%) et l'acide phosphorique (20%).

Figure 32 : Evolution des principaux produits exportés à destination de l'Asie en 2021 et 2022 (M MAD)



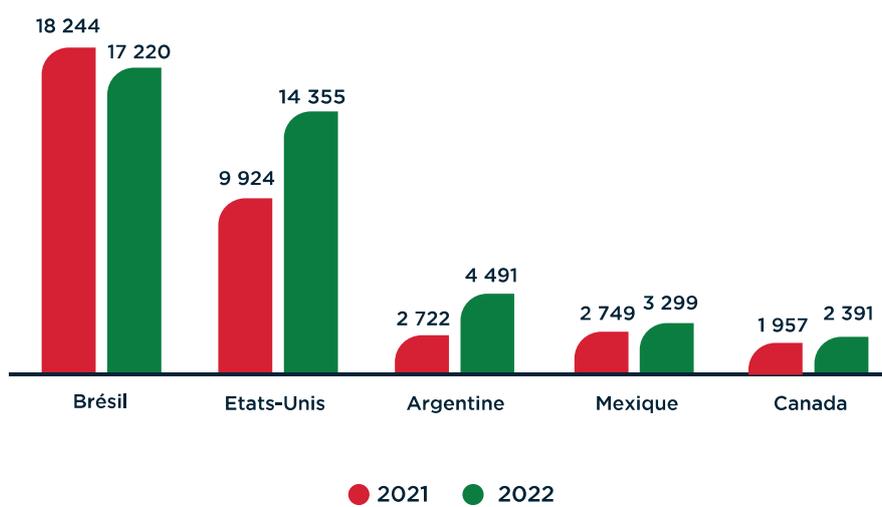
Source : Office des Changes

## Continent Américain

En 2022, les exportations vers l'Amérique ont enregistré une hausse de 20%, résultat de la hausse des exportations vers les Etats-Unis et l'Argentine.

Les principaux clients du Maroc sur le continent sont le Brésil (38,6%) et les Etats-Unis (32,2%).

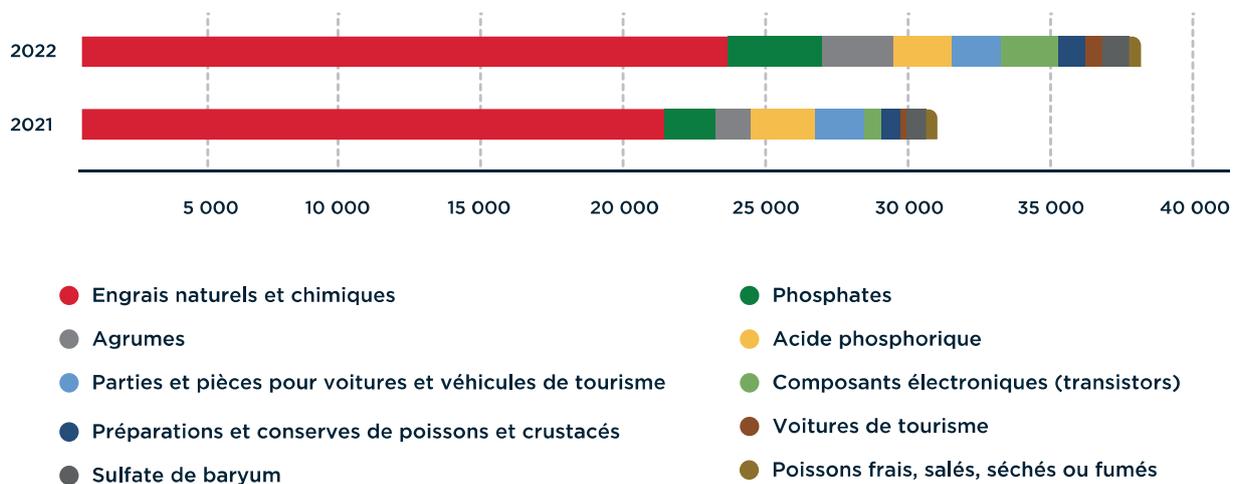
Figure 33 : Evolution des exportations à destination d'Amérique par pays en 2021 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes

Les principaux produits exportés du Maroc vers l'Amérique sont les engrais naturels et chimiques (53,3%) et les phosphates (7,8%).

Figure 34 : Evolution des exportations à destination d'Amérique en 2021 et 2022 (M MAD)



Source : Office des Changes



**03**

**CLASSEMENTS  
INTERNATIONAUX  
DU MAROC**



Grand Théâtre de Rabat  
Tour Mohammed VI  
Oued Bouregreg

### III. CLASSEMENTS INTERNATIONAUX DU MAROC

#### a. Foreign Direct Investment Confidence Index

Selon le Foreign Direct Investment Confidence Index 2023 (FDICI) publié par le cabinet de conseil A.T. Kearney, le Maroc se classe au 16<sup>ème</sup> rang des pays émergents qui attirent le plus les investisseurs devant l'Afrique du Sud (17<sup>ème</sup>).

Le FDICI est un indice de confiance mondial des investissements directs étrangers réalisé auprès de dirigeants C level dans des entreprises de plus de 500 M USD CA dans 30 pays. Pour la première fois, A.T. Kearney a publié un classement de 25 pays émergents en plus du classement mondial.

Les trois premières positions du classement des pays émergents reviennent à la Chine (7<sup>ème</sup> du classement mondial), l'Inde (16<sup>ème</sup> au niveau mondial) et les Émirats Arabes Unis (18<sup>ème</sup> au niveau mondial). L'Arabie Saoudite classée 6<sup>ème</sup> dans le classement des pays émergents arrive en 24<sup>ème</sup> position dans le classement mondial.

**Tableau 4 : Classement Foreign Direct Investment Confidence Index (2023)**

Pays	Classement Pays Emergent	Classement Mondial
Chine	1	7
Inde	2	16
EAU	3	18
Arabie Saoudite	6	24
Maroc	16	ND
Afrique du Sud	17	ND

Source : A.T. Kearney

#### b. Anholt-Ipsos Nation Brands Index

Selon le Anholt-Ipsos Nation Brands Index 2023, le Maroc arrive 40<sup>ème</sup> sur la liste des pays ayant la meilleure réputation au niveau national. Le Maroc progresse de 2 places par rapport à 2022 et se place ainsi juste devant le Chili (41<sup>ème</sup>) et devant l'Afrique du Sud (42<sup>ème</sup>).

Lancé en 2008 sous l'impulsion de Simon Anholt qui a théorisé le concept de Brand Nation dès 1996, le Anholt Ipsos Nation Brands Index (NBI) constitue le baromètre de référence mesurant la réputation internationale des pays selon six dimensions : exportations, gouvernance, culture, population, tourisme, immigration/investissements.

**Tableau 5 : Classement Anholt-Ipsos Nation Brands Index (2023)**

Pays	Classement	Evolution
Japon	1	+1
Allemagne	2	-1
Canada	3	-
Maroc	40	+2
Chili	41	-1
Afrique du Sud	42	-1

Source : Ipsos NBI

### c. Global Services Location Index

Dans l'édition 2023 de l'Indice GSLI (Kearney's Global Services Location Index) qui mesure l'attractivité des destinations d'offshoring de services le Maroc gagne 12 places et se positionne au 28<sup>ème</sup> rang mondial. Le Global Services Location Index (GSLI) 2023, établi par le cabinet de conseil **A.T. Kearney**, évalue les pays selon divers critères, notamment l'attrait financier, l'expertise de la main-d'œuvre, le climat des affaires et la connectivité numérique.

**Tableau 6 : Classement Global Services Location Index (2023)  
Les 7 plus fortes progressions**

Pays	Classement	Evolution
Singapour	14	+24
Japon	18	+4
Hongrie	19	+18
EAU	21	+4
Canada	22	+24
Maroc	28	+12
Corée du Sud	37	+4

Source : A.T. Kearney

### d. Global Financial Centres Index

Selon la 34<sup>ème</sup> édition du « Global Financial Centres Index » (GFCI) publiée en septembre 2023, Casablanca Finance City est classée 54<sup>ème</sup> au niveau mondial sur 119 centres financiers. Au niveau régional, Casablanca demeure la place financière la plus attractive du continent africain, devant Maurice (68<sup>ème</sup>), Kigali (81<sup>ème</sup>), Johannesburg (83<sup>ème</sup>), Nairobi (90<sup>ème</sup>) et Cap Town (91<sup>ème</sup>).

**Tableau 7 : Classement Global Financial Centres Index (GFCI)**

Centre	Rang Afrique	Rang Mondial
Casablanca	1	54
Maurice	2	68
Kigali	3	81
Johannesburg	4	83
Nairobi	5	90

Source : Z/Yen Group



## GLOSSAIRE / CONCEPTS ET DEFINITIONS

• **Investisseur direct étranger** « Un type d'investissement transnational effectué par le résident d'une économie (l'investisseur direct) afin d'établir un intérêt durable dans une entreprise (l'entreprise d'investissement direct) qui est résidente d'une autre économie que celle de l'investisseur direct [...] L'existence d'un "intérêt durable" est établie dès lors que l'investisseur direct détient au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct». (OCDE)

• **Recettes IDE** « En recettes, la notion de capital social correspond aux participations des non-résidents dans le capital social de sociétés résidentes. Les bénéfices réinvestis se rapportent à la partie du résultat courant des sociétés d'investissement direct résidentes qui n'est pas distribuée sous forme de dividendes. Pour les autres capitaux, ils couvrent les dettes interentreprises, notamment les avances en comptes courants d'associés et les prêts apparentés accordés par l'investisseur direct non-résident à la société d'investissement direct résidente ». (Office des Changes)

• **Dépenses IDE** « correspondent aussi bien aux cessions de participations dans les sociétés d'investissement direct résidentes qu'aux remboursements d'avances en comptes courants d'associés et de prêts apparentés en faveur des investisseurs non-résidents ». (Office des Changes)

• **Flux net IDE** « est le solde entre les recettes et les dépenses d'IDE ». (Office des Changes)

• **Produit intérieur brut (PIB)** « est le résultat synthétique de l'activité nationale de production. Il représente la richesse créée au cours de la période considérée sur le territoire économique du pays ». (Haut-Commissaire au Plan)

• **Croissance économique annuelle** « constitue l'évolution en volume du PIB selon le Système de la Comptabilité Nationale. Elle correspond à la variation relative entre le PIB de l'année t, exprimé aux prix de l'année t-1, et le PIB de l'année t-1 exprimé aux prix de l'année t-1 ». (Haut-Commissaire au Plan)

**Taux de couverture** « Est le ratio entre la valeur des exportations et celle des importations utilisées en économie pour ramener le solde de la balance des transactions courantes et la balance des invisibles à un pourcentage. C'est par conséquent un indicateur mesurant l'indépendance économique d'un État ».

(Office des Changes)

**Solde commercial d'un pays** « Correspond à la différence entre le montant de ses exportations et de ses importations de biens. Un solde négatif se traduit par un déficit commercial ».

(Office des Changes)

**Déficit commercial** « Correspond à un solde négatif faisant apparaître une insuffisance du montant des exportations par rapport à celui des importations au cours d'une période donnée ». (Office des Changes)

**Secteur information et communication** « Les services de télécommunications, d'informatique et d'information regroupent les anciennes rubriques « services de communication » et « services d'informatique et d'information ». Les données de ce poste sont collectées à partir des règlements bancaires ».

(Office des Changes)

**Instruments de dette** « Créances de l'investisseur direct sur les IDE, autres capitaux ». (Office des Changes)

## LISTE DES ABREVIATIONS

• **AMDIE** : Agence Marocaine de Développement des Investissements et des Exportations

• **CNUCED** : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

• **IDE** : Investissement Direct à l'Étranger

• **IDME** : Investissement Direct Marocain à l'Étranger

• **PIB** : Produit Intérieur Brut

• **MAD** : Dirham Marocain

• **M** : Million

• **MM** : Milliard

• **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

• **OMC** : Organisation Mondiale du Commerce

• **T** : Trillion

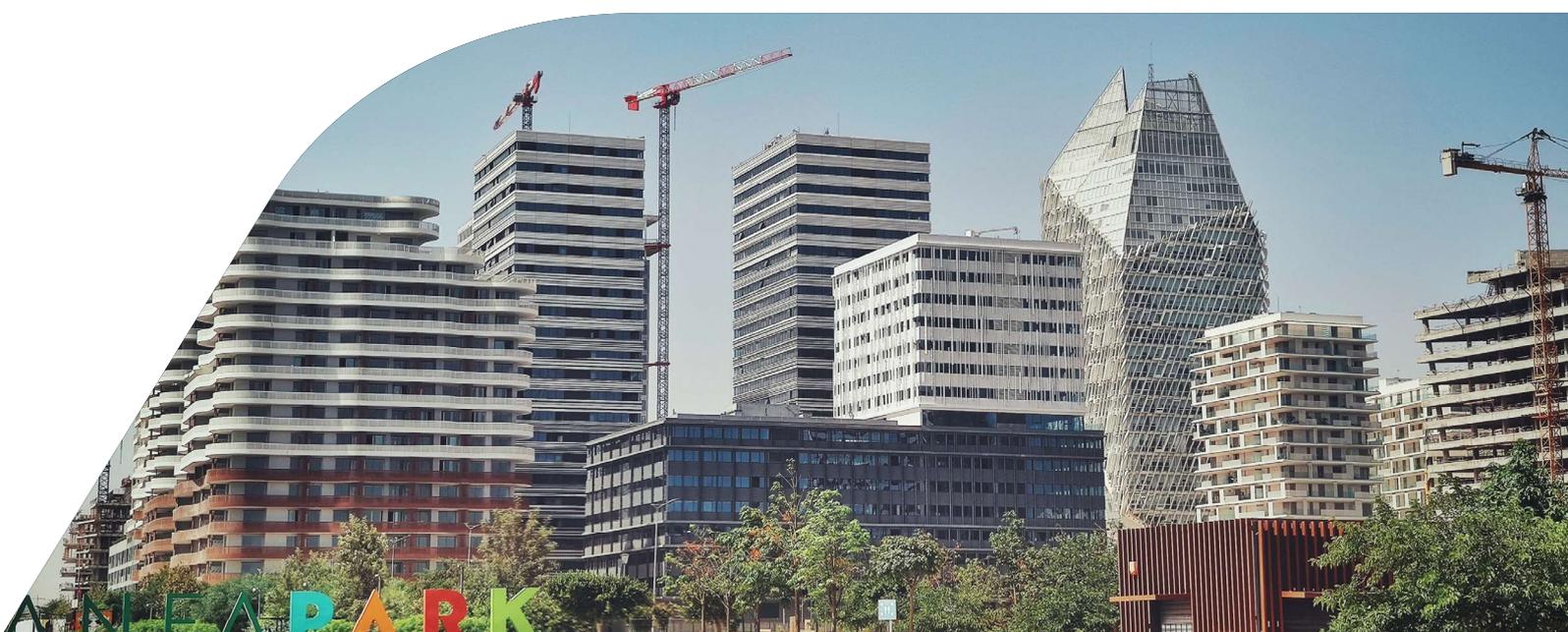
• **USD** : Dollar des États-Unis

• **CRI** : Centre Régional d'Investissement

• **CRUI** : Commission Régionale Unifiée d'Investissement

## SOURCES

- **UNCTAD**, Investment Trends Monitor, Janvier 2023
- **UNCTAD**, Rapport sur l'Investissement dans le Monde 2023
- **UNCTAD**, Rapport sur le Commerce et le Développement 2023
- **FINANCIAL TIMES**, The Fdi Report 2023 Global Greenfield Investment Trends
- **FINANCIAL TIMES**, Fdi Markets Data 2022
- **NATIONS-UNIES**, La ZLECAf Tout ce que vous devez savoir 2023
- **OMC**, World Trade Report 2023 Re-globalization for a Secure, Inclusive and Sustainable Future
- **OMC**, Examen Statistique du Commerce Mondial 2023
- **OFFICE DES CHANGES**, Rapport Annuel de la Balance des Paiements et Position Extérieure Globale du Maroc 2022
- **OFFICE DES CHANGES**, Commerce Extérieur du Maroc 2022 Rapport annuel



# LISTE DES FIGURES

## Figure 1 : P12

Evolution des IDE dans le monde entre 2013 et 2022 (MM USD)

## Figure 2 : P12

Nombre et valeur des différents types de projets entre 2013 et 2022 (MM USD)

## Figure 3: P13

Evolution des flux des IDE dans le monde par région en 2021 et 2022 (MM USD)

## Figure 4: P14

Top 10 des destinations des IDE en 2021 et 2022 (MM USD)

## Figure 5 : P15

Top 10 des destinations des flux des IDE en Afrique en 2021 et 2022 (MM USD)

## Figure 6 : P21

Evolution des IDE au Maroc entre 2019 et 2022 (MM MAD)

## Figure 7 : P21

Répartition du flux net des IDE par nature d'opération entre 2019 et 2022 (MM MAD)

## Figure 8 : P22

Flux net des IDE par principaux pays d'origine en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 9 : P23

Flux net des IDE par principaux secteurs d'activité entre 2019 et 2022 (M MAD)

## Figure 10 : P23

Flux net des IDE au Maroc par principale industrie manufacturière en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 11 : P24

Evolution des investissements directs marocains à l'étranger entre 2019 et 2022 (M MAD)

## Figure 12 : P24

Flux net des investissements directs marocains à l'étranger par nature d'opération entre 2019 et 2022 (M MAD)

## Figure 13 : P24

Part des Flux net des IDE par régions entre 2018 et 2022 (en %)

## Figure 14 : P25

Flux net des IDE par principaux pays africains destinataires en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 15 : P25

Flux net des IDE par principaux pays destinataires en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 16 : P26

Flux net des investissements directs marocains à l'étranger par principaux secteurs d'activité entre 2019 et 2022 (M MAD)

## Figure 17 : P26

Flux net des IDE à l'étranger par principaux secteurs d'activité dans l'industrie manufacturière en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 18 : P30

Evolution du commerce des biens et des services entre 2018 et 2022 (T USD)

## Figure 19 : P30

Evolution des parts en % des principaux exportateurs dans le monde entre 2018 et 2022

## Figure 20 : P33

Exportations du secteur automobile entre 2018 et 2022 (M MAD)

## Figure 21 : P33

Exportations du secteur agriculture et agro-alimentaire entre 2018 et 2022 (M MAD)

## Figure 22 : P34

Exportations du secteur textile et cuir entre 2018 et 2022 (M MAD)

## Figure 23 : P34

Exportations du secteur aéronautique entre 2018 et 2022 (M MAD)

## Figure 24 : P34

Exportations du secteur électronique- électricité entre 2018 et 2022 (M MAD)

## Figure 25 : P35

Part des exportations par zone géographique en 2022 (en %)

## Figure 26 : P36

Evolution des échanges commerciaux du Maroc avec le reste du continent africain entre 2000 et 2022 (M MAD)

## Figure 27 : P36

Evolution des exportations par principaux partenaires africains en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 28 : P36

Evolution des principaux produits exportés en Afrique entre 2020 et 2022 (M MAD)

## Figure 29 : P37

Evolution des exportations à destination de l'Union Européenne par pays en 2021 et 2022 (MM MAD)

## Figure 30 : P37

Evolution des principaux produits exportés à destination de l'Union Européenne en 2021 et 2022 (MM MAD)

## Figure 31 : P38

Evolution des exportations à destination de l'Asie par pays en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 32 : P38

Evolution des principaux produits exportés à destination de l'Asie en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 33 : P39

Evolution des exportations à destination d'Amérique par pays en 2021 et 2022 (M MAD)

## Figure 34 : P39

Evolution des exportations à destination d'Amérique en 2021 et 2022 (M MAD)

# LISTE DES TABLEAUX

**Tableau 1 : P16**

Les dix plus importants projets Greenfield annoncés en 2022

**Tableau 2 : P32**

Evolution des échanges commerciaux du Maroc entre 2017 et 2022 (MM MAD)

**Tableau 3 : P33**

Evolution des exportations des principaux secteurs entre 2018 et 2022 (M MAD)

**Tableau 4 : P42**

Classement Foreign Direct Investment Confidence Index

**Tableau 5 : P42**

Classement Anholt-Ipsos Nation Brand Index

**Tableau 6 : P43**

Classement Global Services Location Index (GSLI)

**Tableau 7 : P43**

Classement Global Financial Centres Index (GFCI)





الوكالة المغربية لتنمية الاستثمارات و الصادرات  
AGENCE MAROCAINE DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET DES EXPORTATIONS

